



Hebdomadaire  
Paraît le vendredi  
N° 2434  
27 mars 2015  
1,20 € • DOM: 1,80€



**Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!**

# **lutte**

**Le journal  
d'Arlette Laguiller**

# **ouvrière**

**UNION COMMUNISTE (trotskyste)**

# **En servant la soupe au patronat, le PS nourrit droite et FN**



## **Élections**

**Front républicain,  
un piège contre  
les travailleurs**

page 5

## **Journée du 9 avril**

**Manifestons  
contre patronat  
et gouvernement**

page 6

## **Yémen, Tunisie...**

**Violence  
djihadiste et  
impérialisme**

pages 8 et 16

# Après le premier tour des élections départementales

Ils sont tous contents, les grands partis ! L'UMP et ses acolytes de la droite, parce qu'ils arrivent largement en tête de ce premier tour des élections départementales. Le Front national, parce qu'il s'installe comme l'un des trois grands partis du pays en décrochant des positions de notables et en se rapprochant de la mangeoire. Et même le Parti socialiste !

Ce dernier se sait tellement vomé par son propre électorat, après trois ans de gouvernement, qu'il s'attendait au pire. Même s'il paiera au second tour les conséquences de son recul électoral, avec 20% le Parti socialiste sauve la face.

Les urnes ne sont même pas encore rangées que le PS appelle à voter au deuxième tour pour les candidats de la droite qu'il appelle « républicains », lorsque ses propres candidats ont été écartés ou ne sont pas en position de gagner.

Toute honte bue, le PS souligne une fois de plus qu'il n'y a aucune différence entre sa politique et celle de la droite, ce dont l'électorat populaire a amplement l'occasion de se rendre compte.

Ils sont tous contents, les grands partis, mais l'électorat populaire n'a aucune raison de l'être.

Hollande n'a pas du tout l'intention, malgré cette sanction électorale, de changer de politique. Il continuera à exécuter servilement les quatre volontés de la grande bourgeoisie et des banquiers. Il poursuivra cette politique qui, pour consacrer toujours plus d'argent à ceux qui en ont déjà beaucoup, vide les poches de ceux qui travaillent, de ceux qui font vivre le pays, jusques et y compris les plus démunis.

Si les élections départementales n'ont pas la possibilité de changer les équipes qui gouvernent le pays, elles servent aux partis de tremplin pour les élections nationales et surtout pour l'élection présidentielle de 2017. Mais on sait que ceux qui auront une chance de l'emporter face à Hollande ne valent pas mieux que lui.

En ce qui concerne le revenant Sarkozy, le monde du travail a eu le temps de vérifier et de revérifier qu'il était violemment antiouvrier. Quant au FN, il n'y a pas besoin de le voir à l'œuvre pour comprendre qu'en plus d'être réactionnaire, il veut dresser les travailleurs les uns contre les autres, ceux en activité contre les chômeurs accusés d'être des assistés, les Français contre les étrangers.

Le mouvement ouvrier, au temps où il était communiste et révolutionnaire, défendait l'idée que le seul droit que la bourgeoisie consent aux opprimés dans le cadre de sa démocratie et des élections est d'élire celui qui les opprimeront pendant la période à venir.

La principale et pour ainsi dire la seule utilité des élections a toujours été, pour le mouvement ouvrier, de lui donner la possibilité de s'exprimer, de lui permettre de défendre les exigences et les perspectives de la classe ouvrière devant l'ensemble de la population.

Dans les élections qui viennent d'avoir lieu, il n'y avait même pas cette possibilité à l'échelle du pays. Seuls les grands partis ont été présents dans la majorité des cantons. Et ils ont en commun de représenter les intérêts de la grande bourgeoisie, de l'argent et de ceux qui en possèdent.

Les jeux sont faits d'avance : face, les classes populaires perdent ; pile, la bourgeoisie gagne !

Alors, les élections se succèdent et se répètent. Et l'électorat populaire, tel un écureuil, en est réduit à faire tourner la roue dans laquelle il est enfermé. Ceux qui nous exploitent voudraient bien que cela soit éternellement ainsi.

Mais la crise, le chômage, l'aggravation de l'exploitation finiront par faire surgir parmi les exploités des femmes, des hommes, des jeunes qui n'accepteront plus cette situation et qui se donneront pour objectif de créer une force politique qui soit la leur, qui s'oppose clairement à la grande bourgeoisie possédante, avec pour perspective ultime de renverser sa domination sur la société.

Ce futur parti renouera fièrement avec les traditions du mouvement ouvrier, avec la volonté de mener la lutte de la classe ouvrière contre la bourgeoisie, dont la constante préoccupation est de s'enrichir malgré la misère qui monte.

Les élections resteront des péripéties sans importance et sans intérêt pour l'avenir des exploités tant qu'il n'existera pas de parti capable d'intervenir au nom des intérêts des travailleurs.

Seule la présence d'un parti ouvrier peut faire des élections un moyen, non pas de changer la société, mais de s'exprimer, de se retrouver et de renforcer le camp des exploités face à celui de leurs exploités.

## Au sommaire

<b>LEUR SOCIÉTÉ</b>		<b>DANS LE MONDE</b>	
Le Medef en veut toujours plus	3	Le « front républicain », piège pour les travailleurs	5
Hausses des salaires : les lunettes déformantes des patrons	3	Les résultats de Lutte Ouvrière	5
Grève et manifestations le 9 avril	6	Sarkozy et la laïcité	5
Balkany and C°	6	Yemen dans le chaos	8
L'UMP et le logement	6	Irak	8
Circulation alternée	6	Syrie, quatre ans de guerre	8
Commerces et salariés en franchise	7	Qatar, les esclavagistes	9
Lycée Pablo-Picasso - Nord	7	Vanuatu, la vraie catastrophe : la pauvreté	9
Festivals d'été	10	États-Unis : grève victorieuse	9
Montigny-en-Gohelle : manifestation	10	Tunisie : après l'attentat	16
Alexandre de Juniac	10	Grèce : le gouvernement et les créanciers	16
<b>ÉLECTIONS</b>		<b>ENTREPRISES</b>	
Départementales : la droite et le FN renforcés	4	La grève à Radio France	10
		Assistance publique Hôpitaux de Paris	11
		Service de radiothérapie Aubervilliers	11
		Papeterie de Condat	12
		TFN Tioxide Calais	12
		Med'Clean - Indre et Loire	12
		Carrefour Rennes - Alma	12
		Fonderie Sambre et Meuse	13
		Cooper Vitré	13
		Michelin Cholet	13
		Montupet	13
		Métropole européenne de Lille	14
		Banques populaires et Caisses d'épargne	14
		Mory Global	14
		Sanofi	14
		SNCF Bretagne : grève massive	15
		SNCF : travail égal, salaires, retraites inégales	15
		Carrefour	15

## Lutte Ouvrière dans les kiosques

Notre journal est disponible chez les marchands de journaux, distribué par les Messageries lyonnaises de presse (MLP).

Les idées que nous défendons doivent pouvoir entrer en contact avec un plus large public. C'est pourquoi nous comptons sur tous nos amis, militants et sympathisants ou lecteurs occasionnels. Ils peuvent intervenir auprès des marchands de journaux qu'ils connaissent, pour que ceux-ci affichent notre journal, et les en remercier, non seulement en leur achetant *Lutte Ouvrière* mais en les privilégiant pour leurs autres achats de presse. Ils peuvent aussi nous signaler les points de vente où *Lutte Ouvrière* n'apparaît pas, mais où ils pensent que ce serait souhaitable. Sur le site Internet de *Lutte Ouvrière* (rubrique « dans les kiosques ») on peut désormais trouver la liste des points de vente où notre journal est disponible.

Merci à tous nos lecteurs de faire mieux connaître *Lutte Ouvrière*.

# Gattaz : le Medef en veut toujours plus

Mardi 24 mars, le président du Medef, Gattaz, a dit sur Europe 1 tout le bien qu'il pense de la politique actuelle du gouvernement... et au passage tout le mal qu'il pense du programme économique du Front national jugé « complètement absurde et conduisant au chaos ». Il a applaudi à ce qu'il a appelé le virage entrepreneurial du gouvernement et aux mesures prises, le CICE et le Pacte de responsabilité.

Mais bien sûr Gattaz n'est pas président des patrons pour rien, et il réclame un virage encore plus marqué. Ainsi ce n'est pas 40 milliards qu'il faudrait en trois ans,

avec le Pacte de responsabilité, mais 100 milliards. Et même à ce niveau cela ne suffirait pas, selon lui, car des baisses d'impôts, même bienvenues, ne donneront pas – et c'est son

maître mot – confiance aux patrons pour qu'ils embauchent. Pour qu'ils aient de nouveau confiance, il faudra prendre des mesures radicales pour « libérer l'emploi et le marché du travail », dit Gattaz. Cela veut dire leur laisser les mains libres pour licencier quand ils veulent.

Gattaz réclame ainsi un CDI intégrant à l'avance des clauses de licenciement, pour que les salariés ne puissent pas contester et aller aux Prud'hommes.

À l'entendre, combien de patrons n'osent pas embaucher par crainte de se retrouver devant les juges ! Et, pour mettre noir sur blanc toutes ses propositions – une trentaine de mesures « courageuses » –, Gattaz annonce la sortie prochaine d'un livre bleu dont il espère bien que le gouvernement tiendra compte dans sa prochaine loi « marché du travail ».

Aux questions du journaliste lui demandant quoi penser des promesses du

Medef de créer 1 million d'emplois, Gattaz répond, sans vergogne, qu'on ne peut rien faire avant de réformer et de redonner confiance aux patrons. Confiance ou pas, pour le moment, le patronat empoche les milliards que lui donne le gouvernement et le chômage ne fait qu'augmenter. Il ne s'engage bien sûr sur rien et réclame toujours plus. Et il sait pouvoir compter sur le gouvernement Valls.

Cédric Duval

## Salaires : les lunettes déformantes des patrons

Reportages à la télévision, gros titres dans la presse, déclarations gouvernementales : chacun y va de son couplet pour prétendre que les salaires auraient augmenté en 2014. Il faut des lunettes très déformantes pour parvenir à distinguer ces hausses. Les statistiques officielles du ministère du Travail parlent d'une augmentation de 0,1 % du salaire brut dans le privé au cours du quatrième trimestre de 2014. Et encore, c'est une moyenne qui a tendance à augmenter mécaniquement, car la plupart des licenciés touchaient de petits salaires.

Tout est fait pour masquer la baisse réelle des salaires, qui s'accroît avec l'aggravation de la crise. Les salaires nets ont encore diminué, ne serait-ce qu'avec la hausse des cotisations retraite au 1<sup>er</sup> janvier 2015. Combien de travailleurs ont dû accepter des salaires largement inférieurs dès qu'il a fallu retrouver un travail après un licenciement ? Dans les entreprises, les augmentations collectives

ont très souvent disparu.

Pour pouvoir parler de hausse du pouvoir d'achat, les statisticiens se basent sur une inflation officielle de 0 % l'an dernier. La situation réelle, les salariés la vivent quotidiennement : le montant des tickets de caisse des supermarchés s'envole ; le niveau de vie s'effondre dans les familles populaires quand il faut vivre sur un seul salaire, calculé sur la base d'un

temps partiel, ou encore avec des indemnités de chômage qui se réduisent bientôt au RSA.

Le gouvernement Hollande-Valls voudrait sans doute justifier ainsi les coups portés contre les travailleurs et préparer ceux à venir. L'affichage est le même du côté patronal. Ayant obtenu des baisses massives de cotisations salariales, celui-ci rêve de pouvoir passer à la vitesse supérieure en laminant les salaires.

Cette campagne est une façon d'accuser les salariés d'être responsables de la stagnation économique, de prétendre que le niveau des salaires serait un obstacle à la « compétitivité des entreprises » et qu'il faudrait donc les réduire. Pas question de laisser faire.

Gilles Boti

## 23, 24, 25 mai à Presles (Val-d'Oise) : La Fête de Lutte Ouvrière

La Fête de Lutte Ouvrière aura lieu, comme chaque année, lors du week-end de la Pentecôte, les samedi 23, dimanche 24 et lundi 25 mai, à Presles, dans le Val-d'Oise.

La Fête ! Tous ceux qui la connaissent vous le diront : cela ne ressemble à rien d'autre. Trois jours de musique, de films, de jeux, de détente, trois jours à passer entre camarades, entre amis, en famille, trois jours à se promener, à se régaler, à chanter, à se cultiver, à débattre...

Parmi les multiples activités, nous pouvons déjà annoncer : la Cité des Arts, avec ses nombreux ateliers, conférences et animations – l'Arboretum, ses 110 espèces d'arbres et ses visites commentées – l'exposition des dessinateurs de presse autour de l'actualité – le Village médiéval, pour nous faire voyager aux alentours de l'an mil – le Carrousel de la connaissance, consacré cette année à la conquête de l'Espace...

Et ce n'est qu'un début !

Le site de la Fête : <http://fete.lutte-ouvriere.org>

Les cartes d'entrée, valables trois jours, sont d'ores et déjà disponibles. Jusqu'au 12 avril, elles sont vendues au tarif réduit de 12 euros pour les trois jours. La carte coûtera 15 euros à partir du 13 avril, et 20 euros si vous la prenez à l'entrée. Les bons

d'achat – d'un pouvoir d'achat de cinq euros, mais vendus quatre euros – sont également disponibles.

Vous pouvez vous procurer cartes et bons d'achat, soit auprès de nos camarades, soit en écrivant à :

Lutte Ouvrière

– BP 233 – 75865 Paris Cedex 18

Indiquez dans votre courrier le nombre de cartes et de bons d'achat demandés, en joignant un chèque à l'ordre de Lutte Ouvrière, sans omettre d'indiquer adresse d'expédition et numéro de téléphone. Envoi franco.

## Enfin un salaire en hausse

Il n'y a pas que dans l'industrie pharmaceutique que les salaires augmentent : dans l'automobile, des records sont atteints. Nous parlons évidemment des salaires des PDG.

Après le PDG de Sanofi, on apprend que celui de Renault-Nissan, Carlos Ghosn, a augmenté de 169 % entre 2013 et 2014. Il a en effet touché, pour son travail chez Renault, 7,2 millions d'euros en 2014 (contre 2,6 en 2013), auxquels s'ajoutera la rémunération de Nissan, qui était de 7,2 millions en 2013.

Certes, une partie de ce pactole est théorique, entend-on dire : certaines actions qu'il a touchées

ont d'ores et déjà doublé en Bourse mais, hélas, Ghosn devra attendre quatre ans pour les valoriser. Quant aux autres, elles seront versées sous condition de performance.

C'est donc sur l'exploitation des 45 000 salariés de Renault et des milliers de travailleurs intérimaires que monsieur Ghosn compte pour remplir ses coffres personnels. Il peut déjà tabler sur la « modération salariale » décidée... pour les salariés, avec des salaires bloqués pour la troisième année consécutive.

Comme disait Coluche, l'avenir appartient à ceux qui ont des ouvriers qui se lèvent tôt.

V.L.

### Fête régionale de Saint-Nazaire :

Samedi 28 mars à partir de 16 heures

Salle Jacques-Brel (Rue du Bac-de-Mindin – Petit Maroc)

## Cercle Léon Trotsky

### Temps de travail, salaires et lutte des classes

Vendredi 10 avril à 20 h 30

## Aubervilliers

### Docks de Paris - Eurosites

Avenue des Magasins-Général Bâtiment 282

Métro Front-Populaire (ligne 12)

Participation aux frais : 3 euros

# La droite et le FN renforcés par le discrédit du PS

Arrivé en troisième position, avec 21 % des voix, le Parti socialiste est le grand perdant du premier tour des élections départementales du 22 mars. Comparé aux 14 % recueillis aux européennes, ce score lui permet de sauver la face mais, absent du second tour dans plus de 500 cantons, il risque de perdre la tête de 20 à 30 départements.

**PS : vers une éclipse totale ?**



Pour cacher sa défaite, le PS ajoute son résultat à celui de ses alliés, atteignant ainsi 28 %, ce qui lui permet de dire qu'il est devant le FN. Et, pour ne pas se remettre en cause, ses porte-parole accusent la division de la gauche, répétant à longueur de temps qu'avec 37 % le bloc de gauche rassemblé aurait pu faire jeu égal avec la droite. Les responsables du recul de la gauche seraient donc à chercher du côté du PC, des écologistes ou du PG qui ne daignent pas faire voter pour le PS. Le Parti socialiste écœure jusqu'à son électorat le plus fidèle, mais il voudrait encore que les autres partis de gauche fassent voter pour lui !

Ces élections ne font que confirmer que le PS a perdu une fraction de son propre électorat, qui a décidé soit de s'abstenir soit de voter pour d'autres. Quoi qu'il en dise, il paye ce qu'il a semé. Il paye pour ses promesses mensongères, pour les reculs des conditions de vie des classes populaires, pour la casse du Code du travail et le démantèlement des droits sociaux. Il paye le fait de gouverner depuis trois ans au profit exclusif

de la grande bourgeoisie.

## L'UMP bénéficiaire

À l'opposé, l'électorat de droite s'est mobilisé. Et c'est tout naturellement que l'UMP, alliée avec l'UDI, a fait le plein de ses voix, retrouvant son niveau habituel dans ce type d'élection. Au second tour, grâce au scrutin majoritaire à deux tours et au coup de main du PS qui appelle à voter pour l'UMP contre le FN quand la gauche est absente, la victoire de la droite sera encore amplifiée. On n'a donc pas fini de voir Sarkozy fanfaronner. En apparaissant comme le chef d'une droite qui se relève, il marque des points en vue de la primaire de celle-ci, et nul doute qu'il poursuivra dans sa stratégie droitiste consistant à aller chasser sur les terres du FN.

## La gauche de la gauche, quelle alternative ?

Quelles que soient les tentatives du PC, du PG et de certains écologistes pour apparaître comme un pôle alternatif au PS, ils ne parviennent pas à attirer les déçus du hollandisme.

Dans 448 cantons où le Front de gauche s'est élargi aux écologistes pour tenter un rassemblement de la gauche de la gauche, ses candidats affichent une moyenne de 13 %, mais seuls huit binômes FDG-EELV sont qualifiés pour le second tour.

Le PCF revendique, sous l'étiquette du FDG, un score de 9,4 %. Il parviendra peut-être à conserver les deux derniers départements qu'il dirigeait, mais il n'enraye pas son recul électoral. Ce recul sera d'autant plus marqué en sièges puisque nombre de candidats PC ne sont plus au second tour. Quant à ceux qui pouvaient se maintenir, beaucoup se sont désistés en faveur du PS, au nom de la « discipline républicaine ».

Ainsi, les partis de gauche dans leur ensemble subissent le discrédit du PS. Leur collaboration, leurs alliances avec les socialistes, sans oublier leurs appels de second tour en leur faveur, finissent par les confondre aux yeux de nombre d'électeurs. Leurs tentatives de créer un rassemblement, à l'image de ce qui se passe en Grèce et en Espagne avec Syriza et Podemos, n'aboutissent aujourd'hui à rien.

## Le FN, un parti « antisystème » bien dans le système

Avec l'abstention qui continue à être très élevée dans les milieux populaires, c'est le FN qui attire les déçus du PS et de la politique en général. Le FN a recueilli 25 % des suffrages exprimés, même si c'est moins que ce qu'avaient prédit les sondages et

même si, du fait du mode de scrutin et des appels au front républicain, il ne peut espérer prendre la tête que de deux ou trois départements. Dans des élections comme les départementales, où l'implantation locale et la prime au sortant jouent beaucoup, c'est une nouvelle démonstration de force.

Que le Front national soit le premier ou le second parti du pays, après l'UMP, ne change rien au fait qu'il a le vent en poupe. Son score dans les cantons et les départements ouvriers est très élevé. Dans l'Aisne, l'Oise ou encore dans le Pas-de-Calais, il dépasse par exemple les 35 %.

Ceux qui, en votant FN, veulent « renverser la table » se trompent. Marine Le Pen et ses amis ne visent qu'à s'inviter à la table du pouvoir. Le FN n'a l'image d'un parti antisystème que parce qu'il est rejeté depuis toujours par les deux partis dominants. Alors même que la gauche et la droite ne se sont jamais gênées pour reprendre à leur compte tout ou partie de ses thèses nauséabondes, ils en ont fait un épouvantail, un parti infréquentable.

Cela permet au FN de se présenter comme le parti de la rupture, alors même qu'il ne conteste en rien l'ordre social qui fait qu'une poignée de bourgeois dominent la vie de millions de personnes, parce qu'ils détiennent le pouvoir sur les grands groupes. Le FN cible la politique du PS et de la droite, mais prend toujours soin de protéger leurs maîtres, les capitalistes, premiers responsables du chômage et de l'appauvrissement du

monde du travail.

Loin d'apporter de nouvelles idées, le FN reprend les vieilles idées conservatrices contre les « assistés » que seraient les bénéficiaires du RSA, les chômeurs ou les familles pauvres qui, sans l'aide des municipalités, ne pourraient faire manger leurs enfants à la cantine. Il agrémente ces inepties de nationalisme et de racisme, en sachant que, dans un contexte de recul des luttes et de la conscience ouvrière, cela peut prendre.

L'ascension du FN n'est pas inexorable, elle est le produit de la crise et des déceptions politiques. Le FN s'appuie sur l'amertume, les réactions individualistes, le repli sur soi, la montée du racisme et du communautarisme. Il tire sa force de la résignation, mais celle-ci aura une fin. Face à la crise, les travailleurs n'ont pas encore trouvé la force de se défendre mais ils y seront forcés, car le patronat ne leur laisse pas le choix. Le système capitaliste lui-même les y conduira, car la crise est la démonstration qu'il ne peut pas être l'avenir de la société.

Face à l'impasse sociale et politique actuelle, et au-delà des luttes quotidiennes à mener, il est nécessaire d'affirmer la perspective d'émancipation des travailleurs, celle du communisme. N'en déplaise aux charlatans de toutes sortes, sans exproprier la bourgeoisie, sans renverser le capitalisme, on ne supprimera pas l'exploitation et on ne changera pas le système, et pour cela, il faudra bien plus qu'une élection.

Lila Vermer



## Le front républicain face au FN : un piège pour les travailleurs

Dès les premiers résultats annonçant la défaite de la gauche au soir du premier tour des élections départementales, Manuel Valls a appelé « tous les républicains à faire barrage à l'extrême droite au second tour ». Il s'agit de la réédition du prétendu front républicain, que les dirigeants du PS proposent de constituer avec la droite, face au Front national.

Concrètement, cela devrait entraîner le retrait des candidats socialistes là où ils ne seraient arrivés qu'en troisième position derrière la droite et l'extrême droite. Et, bien sûr, cela impliquerait un appel à voter pour le candidat de droite. Valls, au lendemain du vote, a martelé : « Quand on a à choisir entre un candidat républicain et le Front national, on n'hésite pas. La gauche, elle, n'hésite pas. »

Cependant, les principaux dirigeants de la droite n'hésitent pas non plus : pas question de donner de consigne de vote en faveur de la gauche. Sarkozy a décidé de s'en tenir au « ni-ni » : ni appel

à voter à gauche, ni pour le FN. Et donc, bien sûr, aucun retrait de candidats de droite susceptible de favoriser la victoire de la gauche.

Cette position gêne peut-être la fraction la plus modérée et centriste de la droite. C'est ce qui explique les contorsions d'un Juppé qui a déclaré accepter la ligne de l'UMP tout en soulignant que l'essentiel était de faire barrage à l'extrême droite... Derrière ces légères nuances, il ne faut pas chercher des désaccords idéologiques. Les uns et les autres se positionnent en fonction de leurs calculs électoraux, avec l'élection

présidentielle de 2017 en ligne de mire.

La plupart d'entre eux ne veulent pas avoir l'air d'appuyer la gauche, car une grande partie des électeurs de droite se refusent à le faire, quand ils ne sont pas carrément attirés par les discours du Front national. Ces électeurs-là n'entendent pas se laisser bâillonner et sacrifier au nom de la défense de la République. Ce genre de renoncement est exigé seulement des travailleurs et des classes populaires par les dirigeants de la gauche.

Quand ceux-ci présentent la droite comme un rempart républicain au Front national, c'est une escroquerie politique. Appeler à voter pour elle n'a permis à aucun moment de faire obstacle au FN, et surtout pas à son programme. Quand, en 2002, la gauche a appelé à voter pour Chirac face à Le Pen, au deuxième tour de l'élection

présidentielle, elle a permis l'élection de Chirac avec un score de plus de 80 %. Celui-ci a pu ainsi mettre en œuvre, avec Sarkozy au ministère de l'Intérieur, une politique inspirée des thèmes de campagne du FN vis-à-vis de l'immigration et de l'insécurité. C'est ainsi qu'en 2007 Sarkozy a pu être élu en siphonnant les voix de Le Pen qui a alors fait son plus mauvais résultat à ce type de scrutin depuis 1995. Mais depuis, déçu par Sarkozy, l'électorat d'extrême droite est retourné vers le Front national.

Cette politique du front républicain a montré sa faillite dans le passé et elle ne peut que conduire les travailleurs à une nouvelle impasse. En aucune façon elle ne peut permettre de faire reculer l'influence du FN dans les classes populaires. Au contraire, elle apporte de l'eau au moulin de Marine Le Pen quand elle

se présente comme seule contre les représentants de « l'UMPS ». Les dirigeants du PS, en limitant le débat à ce terrain de la lutte contre le Front national, veulent faire oublier leurs responsabilités dans l'audience croissante du FN dans certaines couches populaires, du fait de la déception engendrée par la politique de Hollande, tout aussi antiouvrière que celle de Sarkozy avant lui. Quand Valls se présente comme le champion de valeurs communes avec l'UMP, il ne fait que démontrer qu'il n'a vraiment rien à proposer aux travailleurs.

Ce n'est pas l'union des prétendus républicains qu'il faut opposer au FN, mais l'union de tous les travailleurs face à tous leurs exploiters et face à tous ceux qui mènent une politique antiouvrière, de droite comme de gauche aujourd'hui.

Marc Rémy

## Les résultats de Lutte Ouvrière

Lutte Ouvrière ne présentait des candidats que dans 16 des 2054 cantons.

Leurs résultats, indiqués ci-dessous, témoignent cependant, à cette échelle limitée, du maintien de notre courant politique,

qui sera présent dans l'ensemble du pays aux élections régionales de décembre 2015.

Par ailleurs, dans le canton de Capesterre-Belle Eau (Guadeloupe), nos camarades de l'organisation trotskyste antillaise Combat Ouvrier (UCI) obtiennent 356 voix,

soit 5,81 %.

Enfin, à l'élection municipale qui se déroulait à Vénissieux (Rhône) ce 22 mars, suite à l'annulation des élections de mars 2014, la liste « Lutte Ouvrière – Faire entendre le camp des travailleurs » obtient 322 voix soit 2,76 %.

Département	Canton	Exprimés	Voix LO	% LO
Aisne	Château-Thierry	8 505	326	3,83
Charente-Maritime	Rochefort	7 493	365	4,87
Côtes-d'Armor	Lannion	8 334	374	4,49
Eure-et-Loir	Chartres	8 860	306	3,45
Loire-Atlantique	Saint-Nazaire 1	14 821	386	2,6
Loire-Atlantique	Saint-Nazaire 2	14 821	508	3,43
Meurthe-et-Moselle	Val de Lorraine Sud	8 080	303	3,75
Nord	Fourmies	17 785	567	3,19
Nord	Maubeuge	17 065	611	3,58
Oise	Beauvais 1	12 672	338	2,67
Oise	Beauvais 2	15 220	473	3,11
Hauts-de-Seine	Montrouge	22 173	492	2,22
Seine-Saint-Denis	Livry-Gargan	13 581	346	2,55
Val-d'Oise	Argenteuil 1	14 483	272	1,88
Val-d'Oise	Argenteuil 2	10 389	540	5,20
Val-d'Oise	Argenteuil 3	10 028	414	4,13
<b>Total</b>		<b>204 310</b>	<b>6 621</b>	<b>3,24</b>

## Sarkozy: la laïcité à toutes les sauces

« Si vous voulez que vos enfants aient des habitudes alimentaires confessionnelles, vous allez dans l'enseignement privé confessionnel », a déclaré Sarkozy le 17 mars.

Il saisisait le prétexte d'une décision du maire UMP de Chalon-sur-Saône, de retirer les menus de substitution sans porc des cantines scolaires de sa commune, pour continuer sa campagne visant l'électorat du Front national.

« La République c'est la laïcité, et la laïcité ne peut pas souffrir d'exception », a affirmé l'ex-chef de l'État. Cette laïcité n'empêche pourtant pas l'État de financer les écoles confessionnelles. Quant aux cantines scolaires, elles servent encore dans bien des endroits du poisson le vendredi, conformément à des rites chrétiens.

Ces déclarations pourraient prêter à rire, venant d'un ex-président de la République qui fut chanoine d'honneur de Saint-Jean de Latran, et avait déclaré que « les racines de la France sont

essentiellement chrétiennes » et même que « l'instituteur ne pourra jamais remplacer le curé ou le pasteur ». Comme on le voit, son problème n'est certainement pas d'arracher la jeunesse à l'influence de la religion.

La campagne de Sarkozy montre du doigt les enfants de travailleurs immigrés, en majorité musulmans. « Dans notre république (...), nous refusons absolument qu'on fasse la différence entre des personnes, dans le service public, en fonction de leur appartenance religieuse ou de leur origine », dit-il. Mais, par ses déclarations tapageuses, il fait exactement l'inverse. Ce sont les mêmes ficelles que celles utilisées par Marine Le Pen, visant à diviser les travailleurs et à piper leurs voix.

Aline Rétesse

# Contre la politique du patronat et du gouvernement : grève et manifestations le 9 avril

**Jeudi 9 avril, la CGT, FO la FSU et Solidaires appellent l'ensemble des travailleurs à une journée interprofessionnelle de grève et de manifestation. Cette journée sera la première occasion depuis bien longtemps d'exprimer la colère du monde ouvrier contre la politique du gouvernement et du patronat, et il est dans l'intérêt de tous les travailleurs qu'elle soit réussie.**

Ce jour-là, toutes les catégories de salariés du privé et du public, les retraités, les chômeurs pourront crier ensemble qu'ils n'acceptent pas de

voir leurs salaires, leurs retraites ou leurs allocations bloqués alors que les prix augmentent. Ils pourront dire qu'ils refusent les plans de licenciements,

ainsi que le statut de plus en plus précaire qui est celui d'une part croissante du monde du travail. Ils pourront dénoncer la politique de ce gouvernement qui reprend le discours du grand patronat et détruit l'un après l'autre tous les droits, toutes les protections conquis par les travailleurs depuis des décennies.

Une simple manifestation ne suffira certes pas à faire reculer

gouvernement et patronat, mais il ne faut pas laisser passer cette occasion de se faire entendre. Bien des catégories sociales sont descendues dans la rue ces derniers temps pour moins que ça, simplement parce qu'elles étaient quelque peu égratignées par la politique du gouvernement. La classe ouvrière, elle, subit cette politique de plein fouet. Elle paye d'une misère sans cesse

accrue les bénéfices des grandes sociétés et les dividendes de leurs actionnaires. Il n'y a aucune raison de rester silencieux face à cette régression sans précédent.

Alors, le 9 avril, soyons le plus nombreux possible en grève et aux manifestations, qu'il s'agisse de celles qui sont prévues localement ou de la manifestation centrale à Paris.

Daniel Mescla

## Balkany and Co : des « élus du peuple » qui se f... du peuple

À la demande de la justice, l'Assemblée nationale vient de lever l'immunité parlementaire de Patrick Balkany, député UMP, maire de Levallois-Perret, commune cossue de la banlieue parisienne. Il a été mis en examen pour blanchiment de fraude fiscale. Ce vieux complice de Sarkozy a hurlé au complot politique, prétendant qu'il était « jeté aux chiens ».

Ce soi-disant persécuté traîne un certain nombre

de casseroles : il avait déjà été condamné en 1996, en tant que maire de Levallois-Perret, pour avoir rémunéré aux frais du contribuable trois personnes désignées comme employés municipaux mais qui, en réalité, ne travaillaient qu'à son service. Il est aussi soupçonné d'avoir attribué des marchés publics à ses proches.

Aujourd'hui, la justice le rattrape sur sa déclaration de revenus. En 2012, il a

déclaré 87 175 euros de revenus, tandis que sa femme a été... non imposable, se voyant même rembourser 6 000 euros après s'être déclarée personne isolée. Les Balkany déclarent payer 127 000 euros leurs employés à domicile, bien plus que leurs revenus. Cela fait désordre...

D'autant que le Trésor public a mis le nez, bien tard semble-t-il, sur deux villas de luxe, l'une aux Antilles et l'autre au Maroc. L'achat de ces villas s'est fait par l'intermédiaire de sociétés écrans, les Balkany prétendant ne pas en être propriétaires. Ce qui leur permet d'éviter d'être assujettis à l'impôt.

Voilà donc un de ces hors-la-loi, au sens vrai de cette expression, livré à la justice. Paiera-t-il pour ses larcins ? On a malheureusement trop souvent vu cette justice renoncer devant de trop gros clients, riches en relations. Mais cette affaire aux multiples rebondissements laisse entrevoir que nombre de ces « élus du peuple » se moquent totalement de celui-ci !

Aline Urbain

## Circulation alternée : une mesurette

**La mesure de circulation alternée a été de nouveau appliquée le 23 mars, dans le but de réduire la pollution à Paris et dans les 22 villes limitrophes.**

Face à ce type de pollution, il est logique de prendre des mesures immédiates, ne serait-ce que pour en réduire les effets, même de façon limitée. Si l'on considère les chiffres avancés par Airparif, l'organisme chargé de mesurer le niveau de pollution de l'air à Paris et en région parisienne, le précédent épisode de circulation alternée, en mars 2014, n'avait permis de réduire le niveau de pollution aux particules fines que de 6%. L'impact de la mesure a été modeste.

En dehors de ces mesures ponctuelles, aucune mesure pérenne n'est envisagée, notamment pour faire face à la pollution chronique qui touche chaque année plusieurs millions de Franciliens qui vivent au bord des zones de trafic routier. Si l'on en croit la coordinatrice du programme de surveillance Air et santé de l'Institut de veille sanitaire (INVS), « 95% de l'impact sanitaire de la pollution de l'air sont provoqués par la pollution de tous les jours ». Ce serait la cause d'affections chroniques telles qu'asthme, bronchite chronique, cancer du poumon, accident vasculaire cérébral, infarctus du myocarde, ou encore les problèmes placentaires et d'altération des fonctions cognitives.

Plus généralement, qui



est responsable du trop-plein de transports routiers, si ce n'est l'organisation économique actuelle, qui trouve plus rentable de favoriser le transport routier que le transport ferroviaire, et de généraliser l'usage de l'automobile en offrant aux fabricants un marché considérable ? Qui a favorisé l'utilisation du moteur diesel, plus polluant que l'essence ? Qui organise l'implantation des entreprises sans prendre en compte les déplacements domicile-travail des salariés ? Spéculation immobilière aidant, des centaines de milliers, voire des millions de travailleurs sont obligés d'utiliser de plus en plus souvent leur voiture pour leurs trajets domicile-travail.

Les raisons de la pollution ne sont donc pas mystérieuses, mais résultent du caractère irrationnel de l'organisation capitaliste. Résoudre réellement les problèmes liés à la pollution de l'air et à la pollution tout court, cela ne pourra pas être le fait de petites mesurettes sans lendemain, mais passera par une remise en cause de cette économie.

David Marcil

### BALKANY : LEVÉE D'IMMUNITÉ



## L'UMP et le logement : déclaration de guerre aux pauvres

L'UMP a fixé son programme en matière de logement. « Nous n'allons pas faire de l'eau tiède », a prévenu Daubresse, un ancien ministre du Logement de Sarkozy.

Première cible, la loi Duflot. Juppé a prétendu « qu'elle restera comme l'une des plus néfastes du quinquennat », du fait de l'encadrement des loyers qui y était prévu, oubliant qu'à peine la loi votée, le gouvernement du PS renonçait à appliquer l'encadrement des loyers, à l'exception peut-être de Paris et de

quelques grandes villes.

Et si les locataires ne peuvent pas payer des loyers exorbitants ? Eh bien le programme de l'UMP inclut une « procédure accélérée pour réduire les délais d'expulsion ».

L'UMP veut aussi remettre en cause la loi obligeant, en principe, les communes à disposer d'un minimum de logements sociaux, que Sarkozy avait pourtant maintenue. Mais pourquoi, tant qu'on y est, ne pas éliminer carrément la construction de logements sociaux ? Les dirigeants de l'UMP y songent

et proposent la suppression des aides personnalisées au logement (APL) ainsi que des aides à la pierre, qui permettent aux HLM de louer moins cher que dans le privé. « La politique du logement, ce n'est pas la politique sociale du logement », a osé dire Éric Woerth.

L'UMP en campagne indique à l'avance qu'elle revendique de revenir au pouvoir pour servir les plus riches, contre les pauvres. C'est clair et net... et sans surprise.

Jean Sanday

## Commerces et enseignes en franchise : salariés doublement exploités

Le salon de la Franchise vient de se tenir à Paris. En très forte augmentation sur la dernière décennie, 85 % selon les organisateurs du salon, la franchise regrouperait plus de 68 000 commerçants sous enseigne, dans des secteurs aussi différents que la distribution alimentaire (Franprix, Leclerc, Intermarché, Système U ou encore Carrefour), l'équipement de la personne ou de la maison, la restauration rapide ou les brasseries, l'hôtellerie, les salons de coiffure, les ateliers de réparation automobile (Midas, Speedy...), les fleuristes et même l'éducation, les services à la personne et depuis peu la pharmacie.

Ces enseignes, de quelques unités à plusieurs centaines d'établissements, étendent leur part de marché en s'appuyant sur un réseau croissant de points de vente. Les commerçants franchisés qui investissent dans ce type de commerce sont liés par un contrat exclusif à leur franchiseur, une grande marque

ou pas, qui trouve là un moyen de faire financer son propre développement avec l'argent du franchisé. Celui-ci est souvent redevable d'un droit d'entrée, de quelques milliers à plusieurs dizaines de milliers d'euros, auquel s'ajoute la plupart du temps une redevance sur son chiffre d'affaires, très variable, de 0,5 à

près de 10 % suivant les enseignes. Il doit enfin acheter son fonds de commerce, payer un loyer, et embaucher lui-même des salariés s'il le juge nécessaire.

Comme on peut le constater, les propriétaires franchiseurs des enseignes sont donc bien les grands gagnants de ce système inventé par eux, même si certains franchisés, surtout lorsqu'ils possèdent plusieurs magasins, y trouvent également et largement leur intérêt. Outre la notoriété d'une grande marque, ils bénéficient en effet de l'apport d'une centrale d'achat et d'une aide technique et logistique pour le fonctionnement de leur magasin.

Cependant, un petit commerçant franchisé qui travaille seul ou en couple

dans le magasin peut avoir du mal à en tirer un salaire correct, du fait de la baisse constante du chiffre d'affaires des commerces indépendants et du pouvoir d'achat des salariés. Et la réalité est même pire, si on en juge par le nombre croissant de faillites et de magasins fermés.

Mais ce sont surtout les grandes enseignes qui profitent du système de la franchise. Elles limitent leur propre risque en engageant elles-mêmes peu de capitaux, tout en contrôlant un marché en croissance par l'addition du nombre des franchisés. C'est une facette de la domination des grands capitalistes sur les petits.

Dans l'affaire, ce sont les salariés du franchiseur et des franchisés qui sont les

plus exploités. Ces travailleurs font en réalité partie de groupes importants, allant jusqu'à plusieurs dizaines de milliers de salariés à l'échelle du pays. Mais, juridiquement, les salariés d'un établissement franchisé ne sont que les employés d'une entreprise réduite souvent à l'échelle d'un magasin, même si le patron en a plusieurs, afin d'éviter qu'ils ne s'allient avec les autres salariés du groupement.

C'est bien le travail de tous les salariés de l'enseigne, ceux du franchiseur comme des franchisés, qui est à la base des profits que le système concentre au bénéfice des actionnaires des grandes marques.

Philippe Logier

## Lycée Pablo-Picasso – Avion : échec aux suppressions de postes

Depuis début mars, l'ensemble du personnel du lycée Picasso d'Avion, près de Lens, s'est mobilisé contre la suppression programmée d'un demi-poste de conseiller principal d'éducation (CPE).

Le lycée accueille 450 élèves. Le 10 mars, lors d'une assemblée générale regroupant 35 personnes, beaucoup ont pointé le décalage entre les discours de la ministre sur les aides à l'éducation prioritaire et la réalité, tout autre, dans les quartiers populaires. À la promesse vague du rectorat de réexaminer le dossier, l'assemblée générale des enseignants, surveillants, administratifs, agents

d'entretien et techniques a décidé de se mobiliser par deux jours de grève et par des manifestations à Avion, puis à Sallaumines, une ville voisine, où un lycée professionnel, le LP La Peupleraie, perdait aussi un demi-poste de CPE.

Les manifestations de mardi 17 et jeudi 19 mars ont rassemblé chacune 200 personnes, adultes et lycéens, venues des deux lycées. Le jeudi 19 mars après-midi, deux bus sont

allés à Lille, rejoindre des enseignants, des lycéens et des parents d'élèves venus, eux, du lycée du Noordover, près de Dunkerque. Celui-ci s'est aussi mobilisé contre la suppression d'un demi-poste de CPE, en ayant fait deux jours de grève et une journée « lycée mort ». À Lille, au total 120 manifestants ont scandé des slogans sous les fenêtres du rectorat.

Depuis des années, le rectorat de Lille explique que le Nord-Pas-de-Calais aurait, comparativement aux autres académies, « trop » de CPE. Il y a encore un mois, il affirmait que



ces suppressions étaient inévitables. Il a fallu cette mobilisation pour que, lundi 23 mars, le rectorat

annonce qu'il renonçait aux suppressions de postes de CPE sur ces trois lycées!

Correspondant LO

## Fil rouge

### Capitalistes, soyez plus chrétiens

En déplacement à Scampia, quartier de Naples notoirement ravagé par le trafic de drogue et décrit notamment par le film et le livre *Gomorra*, le pape a condamné fermement la Camorra, la mafia napolitaine qui prospère sur ce trafic. Et d'avertir la population de ce quartier sinistré de ne collaborer d'aucune façon avec les mafieux car, a dit le pape, « ça pue ! »

Oui ça pue, mais l'avertissement fait aux mafieux eux-mêmes, que leur activité n'est pas chrétienne, a peu de chances de les convaincre de faire vœu de pauvreté. Et puis, si la

Camorra prospère, c'est d'abord à cause du chômage endémique qui fait de l'appartenance à ses réseaux la seule ressource pour survivre.

Mais le pape saura sûrement convaincre les capitalistes qu'ils doivent créer des emplois...

### Mairie...pocrite

Noyé dans de grandes tirades sur le réchauffement climatique et la lutte contre l'effet de serre, la Ville de Paris avait discrètement décidé, dans son budget 2015, la suppression des cars utilisés lors des sorties scolaires pour deux tiers des écoles parisiennes.

C'est seulement récemment, plusieurs mois plus

tard, que les directeurs d'école ont été avisés de cette mesure prétendument de santé publique, qui devrait permettre à la ville de faire 500 000 euros d'économies, selon son propre chiffre.

Priver les enfants de sorties de la campagne au nom de la pureté de l'air, il fallait oser ! Anne Hidalgo, maire PS de Paris, l'a fait.

### Investissements sans emplois

L'agence nationale Business France est chargée par le gouvernement d'attirer des investisseurs dans le pays. Elle se félicite de son succès en 2014, avec une hausse de 8 % du nombre de projets d'investissement en

France par rapport à 2013. Par contre, les emplois ainsi « créés ou sauvegardés » sont en baisse de 14 % par rapport à 2013.

Entre autres raisons, les investisseurs seraient attirés par les facilités en matière de recherche et développement, autrement dit les subventions attribuées à ce titre.

### Cyclisme, affaires et dopage

Un rapport sur le dopage dans le cyclisme de haut niveau, commandé par une Union cycliste internationale (UCI) en quête de respectabilité, accable... cette même UCI. Après le Tour de France 1998, où le dopage à grande échelle

avait fait scandale, l'Américain Lance Armstrong était apparu aux dirigeants de l'UCI comme un moyen de relancer le cyclisme. Cela valait bien une grande complaisance à l'égard de celui qui, selon l'Agence américaine antidopage, organisa « le programme de dopage le plus sophistiqué jamais vu dans le sport ». Cela permit à Armstrong de gagner le Tour de France de 1999 à 2005 – un record.

Le bonheur de l'UCI était partagé : l'organisateur du Tour ASO (groupe Amaury) et toute une série d'autres firmes privées gagnèrent des millions avec le Tour de France. Cela valait bien quelques petits arrangements avec la triche.

## Yémen : un pays plongé dans le chaos des milices

**Vendredi 20 mars, quatre kamikazes se sont fait exploser dans deux mosquées bondées de la capitale yéménite, faisant 142 morts et plus de 350 blessés. Cet attentat, visant la population de confession musulmane chiite et revendiqué par le groupe État islamique, est un des derniers épisodes de la guerre civile au Yémen.**

Le Yémen a connu son « printemps arabe ». Comme en Tunisie, en Égypte ou en Syrie, à partir de janvier 2011 des manifestations populaires, toutes confessions religieuses confondues, ont ébranlé le dictateur Ali Abdallah Saleh, au pouvoir depuis 1990. Même si ce dernier a dû partir et a été remplacé par son vice-président, Abd Rabo Mansour Hadi, la contestation sociale a échappé à la population. Et elle a laissé la place aux luttes

de factions rivales puis aux luttes des milices.

En septembre 2014, les milices Houthis venant du nord du pays, où la population est majoritairement de confession chiite, se sont installées dans la capitale Sanaa. En janvier 2015, elles ont chassé du pouvoir le président Hadi, qui s'est réfugié dans le sud du pays, à Aden, région où des milices sécessionnistes, elles de confession sunnite, cherchent à obtenir la partition du pays.

En plus de ces bandes armées qui s'ajoutent déjà à l'armée officielle, il y a les troupes d'al-Qaida en péninsule Arabique (AQPA) qui ont leurs bases dans l'est du pays, et celles du groupe État islamique. Par l'attentat du vendredi 20 mars, celles-ci cherchent à concurrencer AQPA, en attisant les haines entre populations de différentes confessions, chiites et sunnites.

Ces forces, toutes plus réactionnaires les unes que les autres, sont en partie soutenues par les puissances régionales locales qui les financent et contribuent à les armer. L'Arabie saoudite se retrouve derrière le président Hadi et les milices sunnites du sud, l'Iran soutient les Houthis du nord, et

les deux luttent contre al-Qaida et l'État islamique.

Malgré l'état de décomposition avancée du pouvoir central, révélé encore jeudi 19 mars par un coup d'État avorté d'une partie des forces spéciales, les grandes puissances continuent d'apporter leur soutien, au moins en paroles, au président Hadi. Mais au même moment les États-Unis viennent de retirer leurs forces spéciales qui étaient encore stationnées au Yémen. Ils préfèrent sûrement attendre de savoir quelles forces émergeront de ce chaos, pour chercher ensuite dans quel sens intervenir et aux côtés de qui, afin de sauvegarder leurs intérêts.

Cette nouvelle guerre civile a de terribles

conséquences pour les populations de la région, mais pas seulement. Il faut se rappeler que les attentats du 7 janvier contre le journal *Charlie Hebdo* à Paris ont été revendiqués par AQPA, qui le même jour tuait 40 personnes à Sanaa dans un attentat contre l'académie de police de la ville.

Les grandes puissances utilisent, forment, financent des forces parmi les plus rétrogrades mais, tôt ou tard, celles-ci échappent à leur contrôle. Le chaos qu'elles ont provoqué est en passe de se généraliser, du Moyen-Orient à la péninsule Arabique et de la Libye à l'Afrique centrale.

**Pierre Royan**

## Irak : ennemis d'hier, alliés du jour

**Une offensive militaire est en cours sur la ville de Tikrit, menée par le gouvernement officiel irakien contre l'organisation État islamique. L'offensive devrait ensuite se poursuivre sur Mossoul, la seconde ville d'Irak, aux mains de ce groupe depuis l'été 2014.**

Mais, même si l'issue militaire de cette bataille donne la victoire aux forces gouvernementales, les populations irakiennes ne seront pas pour autant libérées des milices qui leur imposent leur loi.

Lors de leur expansion militaire en Irak, les troupes de l'État islamique ont profité de l'écœurement des populations sunnites vis-à-vis du gouvernement central de Bagdad. Ce dernier, mis en place avec le soutien des États-Unis et s'appuyant presque exclusivement sur des partis chiites, a mené

une politique méprisant les populations en général et les populations sunnites en particulier.

Pour tenter de reprendre du terrain face à l'État islamique, le gouvernement irakien a laissé depuis plusieurs mois se réactiver d'anciennes milices chiites : certaines sont associées aux partis qui se partagent actuellement le pouvoir, d'autres sont liées à des partis qui avaient refusé de collaborer avec l'armée des États-Unis. Ainsi, parmi les 30 000 hommes qui mènent l'offensive actuellement sur

Tikrit, plus de 20 000 sont des membres de milices islamistes, dont certaines, très bien armées, liées au chef religieux chiite Moqtada Sadr, ont lutté les armes à la main contre le gouvernement actuel.

La puissance régionale locale, l'Iran, en profite aussi pour pousser ses pions. Elle a d'abord contribué à l'armement des milices qui lui sont le plus liées, et elle a envoyé plusieurs milliers de soldats, avec à leur tête le général Ghassem Soleimani, chef des troupes d'élite iraniennes Al-Qods, pour diriger l'opération militaire sur Tikrit.

Lefait qu'une partie de ces troupes soit profondément hostile aux États-Unis rend soucieux certains dirigeants

américains, comme le général Petraeus, ancien chef de la CIA et superviseur des opérations militaires en Irak et en Afghanistan, qui a mis en garde contre le poids que prennent ces milices chiites, déclarant même : « *L'État islamique n'est pas le plus grand danger qui menace l'Irak.* » Mais, pour l'instant, les États-Unis font le choix de s'appuyer sur ces forces. Que ces milices se soient déjà rendues coupables d'exactions contre les populations sunnites et qu'elles soient tout aussi réactionnaires que celles de l'État islamique, cela ne les gêne pas.

On ne sait pas quelle sera l'issue des combats mais, si l'État islamique est vaincu, cela pourrait être pour laisser la place à tout aussi

réactionnaire que lui. Mais il se pourrait aussi que les dirigeants impérialistes préfèrent que ni les uns ni les autres ne l'emportent, et que la guerre civile continue. Ils ont déjà agi dans ce sens en Syrie.

En Irak, comme dans tout le Moyen-Orient, le but des dirigeants impérialistes américains, français ou autres, n'est ni la paix, ni le bien-être des populations. C'est avant tout de maintenir leur domination. Et ils n'y réussissent qu'en dressant les populations les unes contre les autres, allant d'une solution instable à une autre, non sans laisser sur leur chemin des bombes à retardement.

**P. R.**

## Syrie : quatre ans de guerre, un désastre pour la population

**Après quatre ans de guerre civile, la population syrienne est broyée entre l'armée du dictateur Bachar al-Assad, qui contrôle Damas et les grandes villes, et les groupes islamistes qui tiennent, chacun pour leur compte et parfois les uns contre les autres, le reste du territoire.**

Les principales zones de peuplement ont littéralement sombré dans l'obscurité au fur et à mesure des combats, des bombardements et de l'exode des habitants : les images satellites montrent une diminution de 83 % des lumières visibles dans le ciel syrien depuis mars 2011.

Aux 220 000 personnes tuées, il faut ajouter la décomposition du réseau de santé. Plus de la moitié des centres de première urgence ont cessé leur activité depuis 2010. Des maladies qu'on

pensait éradiquées, comme la poliomyélite, ont réapparu. Aux disparitions d'hôpitaux s'ajoutent celles des écoles : 50 % des enfants syriens sont aujourd'hui déscolarisés. La pauvreté touche désormais quatre Syriens sur cinq, du fait de la hausse des prix des denrées de base, d'un chômage croissant et de l'appauvrissement des réfugiés ayant perdu leurs principaux biens au cours de l'exil.

Près de 4 millions de personnes, sur une population de 21 millions, ont été

contraintes de s'exiler. Selon le HCR (Haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés), les Syriens représentent désormais le plus important contingent de réfugiés dans le monde.

Ce tableau, dressé par les diplomates des puissances occidentales, est incomplet. Il y manque les principaux responsables.

Bachar al-Assad, avant d'être conquis par les puissances impérialistes, fut un de leurs alliés et un des garants de l'ordre au Moyen-Orient. En 2008, il assistait au défilé du 14 juillet aux côtés de Sarkozy. Il importait peu alors que les prisons syriennes soient pleines, les opposants torturés et assassinés.

Lorsqu'en 2011 une vague

de contestation traversa le monde arabe, y compris la Syrie, les dirigeants impérialistes et leurs alliés dans la région y virent l'occasion de se débarrasser d'un régime, certes allié, mais peu accommodant. Ils financèrent donc des groupes armés pour le renverser. Américains, Français, Qataris, Saoudiens armèrent leurs poulains et les lancèrent à l'assaut du régime.

L'action de ces bandes armées soi-disant libératrices, ne valant pas mieux que celles des troupes du dictateur, se substitua à celle de la population et à ses revendications. Après quatre ans de guerre civile, des morts par milliers et des destructions sans nombre, le seul résultat est le malheur

croissant pour la population et le renforcement de l'État islamique (EI).

Aujourd'hui, devant le spectacle du chaos qui s'étend dans tout le Moyen-Orient, la diplomatie américaine semble prête à se raccrocher au régime d'Assad, tandis que celle de la France fait d'autant plus la fine bouche que ses positions sont sans conséquences. Mais le mal est fait et la situation créée par les dernières interventions occidentales est telle que toute la région se désintègre. L'équilibre des dictatures laisse la place au règne de bandes armées rivales incontrôlables qui terrorisent la population des territoires qu'elles occupent.

**Julie Lemée**



## Qatar : les esclavagistes des temps modernes

Une organisation humanitaire a déposé plainte contre le groupe du BTP français Vinci et sa filiale QDVC (Qatari Diar Vinci Construction) pour travail forcé et réduction en servitude. Car, sur les chantiers où se construisent les futurs stades et autres infrastructures ultramodernes de la Coupe du monde de 2022, les multinationales du BTP savent recourir aux méthodes d'oppression éprouvées.

Les grandes multinationales du BTP attendent d'énormes bénéfices des milliards de dollars d'investissements pour la Coupe du monde de football dans ce riche émirat gazier de la péninsule Arabique.

Mais les profits, comme les stades de football, ne tombent pas du ciel par miracle. Ces groupes ont dû aller chercher de la main-d'œuvre à l'étranger, en Inde, au Pakistan ou au Népal. Plus d'un million de travailleurs immigrés travailleraient aujourd'hui sur les chantiers. Et ce chiffre

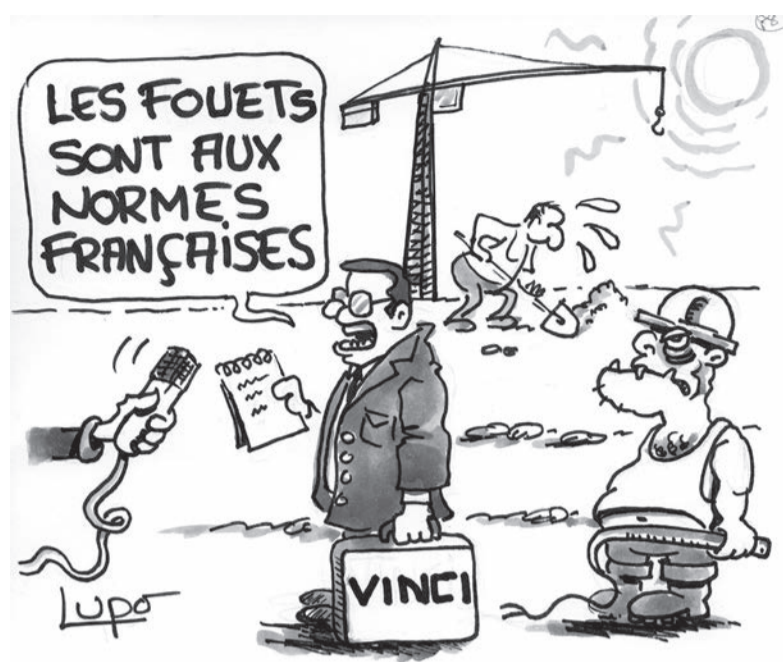
pourrait monter jusqu'à 2,5 millions d'ici à 2022.

Les ouvriers travaillent au minimum dix heures par jour, sans compter le temps de transport qui peut être de deux heures. Le seul jour de repos officiel est le vendredi... quand il est respecté. Et, même si le travail est censé s'arrêter aux heures les plus chaudes de la journée, des centaines d'ouvriers sont déjà morts victimes de crise cardiaque à cause de l'effort et de la chaleur.

Le salaire de base est officiellement de moins de 180 euros par mois. Mais,

pour empêcher des travailleurs d'aller se faire embaucher sur un chantier concurrent pour un salaire plus élevé, les groupes du BTP confisquent les passeports des ouvriers. Et ils s'appuient sur le régime traditionnel dit du kafala ou tutorat, qui lie un employé à son patron et l'oblige à avoir le consentement de ce dernier pour quitter un emploi.

La directrice de l'ONG Sherpa, qui a porté plainte pour travail forcé chez QDVC, affirme que Vinci ne « respecte même pas les lois sociales locales, pourtant assez peu protectrices pour les travailleurs ». Elle dénonce aussi la complicité du gouvernement français, qui a « pris la décision de protéger les multinationales (...) pour qu'elles conservent un avantage compétitif sur leurs concurrents internationaux ». En réponse à ces accusations,



le directeur de la filiale qatarie de Vinci s'est justifié en déclarant: « Nous gardions les passeports des ouvriers étrangers pour des raisons de sécurité, (...) pour éviter que les ouvriers ne se fassent voler leurs papiers. »

Pour la bourgeoisie, la seule loi qui vaille est celle de la jungle des profits. Et, quand elle fait des affaires dans un pays aux lois moyennageuses, elle n'a aucun scrupule à les utiliser.

P. R.

## Vanuatu : la vraie catastrophe, c'est la pauvreté

Le cyclone particulièrement violent qui a frappé le Vanuatu, archipel de 83 îles du Pacifique sud à l'est de l'Australie, dans la nuit du 13 au 14 mars, « sera vraisemblablement l'une des pires catastrophes jamais vues dans le Pacifique », selon des responsables d'ONG.

Selon des témoignages, 90% des habitations de Port-Vila, la capitale de l'archipel, auraient été endommagées et 15 000 personnes y auraient perdu leur logement. La presse décrit une situation où des communautés entières ont été emportées, où les maisons sont détruites, les arbres tombés, les routes bloquées et où les gens errent dans les rues, cherchant de l'aide.

En raison de la rupture des communications entre les îles – quand de telles communications existent, ce qui est loin d'être toujours le cas – une grande partie des 275 000 habitants de l'archipel sont coupés du monde.

Pour expliquer l'ampleur de la catastrophe, la presse met en cause le dérèglement climatique et le réchauffement de la planète. Il est vrai que la violence du cyclone qui s'est abattu sur cette région du monde était exceptionnelle. Mais ce n'est qu'un aspect. Car ses conséquences pour les populations risquent d'être considérablement aggravées par le manque d'infrastructures

en matière de transport, de santé, d'éducation, et par la pauvreté dans laquelle est maintenue la population de cette ancienne colonie qui fut gérée en commun par l'Angleterre et par la France de 1907 à l'indépendance, en 1980.

C'est d'autant plus choquant que, n'appliquant aucun impôt sur le revenu, aucune retenue d'impôt à la source, aucun impôt sur les plus-values, aucun droit de succession et aucun contrôle des changes, l'archipel est aussi un paradis fiscal très recherché. Plus de 2 200 compagnies internationales y seraient actuellement enregistrées. Si les habitants de cet archipel sont parmi les plus pauvres, il sert aussi de refuge aux avoirs des plus riches qui fuient l'impôt, des avoirs qui ne sont nullement touchés par les cyclones.

Ce dérèglement social – la pauvreté des uns et la richesse des autres – est pour les populations du monde aussi dévastateur que le dérèglement climatique.

Jean-Jacques Lamy

## États-Unis : grève victorieuse dans les raffineries de pétrole



Raffinerie de pétrole dans la baie de San Francisco

- Alors qu'aux États-Unis 6 500 travailleurs de quinze raffineries de pétrole étaient en grève depuis six semaines, leurs dirigeants syndicaux ont réussi le 12 mars à négocier un contrat de travail collectif plus favorable aux salariés.
- Cette grève, la plus importante dans ce secteur depuis trente-cinq ans, a donc été victorieuse.

Le nouveau contrat, d'une durée de quatre ans, a été négocié avec Shell. Mais il est probable que les autres compagnies pétrolières le signent aussi. Il doit également être ratifié par les membres du syndicat dans chacune des raffineries. La grève a continué quelques jours dans certaines unités de production pour arracher des revendications locales, en plus du contrat national.

Le nouveau contrat, qui concerne 30 000 travailleurs dans tout le pays, prévoit des augmentations de salaire annuelles : 2,5% en 2015, 3% chacune des deux années

suivantes et 3,5% en 2018.

La grève concernait aussi la sécurité, les horaires de travail, le recours abusif à la sous-traitance et les sous-effectifs. Les compagnies pétrolières imposent régulièrement des équipes de 12 heures de travail et les salariés sont appelés fréquemment à revenir au travail sur leurs repos. Toute cette politique de rentabilité nuit gravement à la sécurité.

Illustrant le mépris patronal pour la sécurité, une raffinerie proche de Los Angeles a subi une explosion dévastatrice le 18 février, pendant que la grève se

déroulait ailleurs. L'onde de choc a frappé les logements, les écoles et les immeubles de bureaux situés à proximité. Un peu miraculeusement, seuls quatre salariés ont été blessés. Comme d'autres, cette raffinerie fonctionne avec 650 travailleurs employés directement par Exxon et 550 autres employés par des sous-traitants.

Le nouveau contrat prévoit une limitation de ce type d'abus et un examen approfondi des sous-effectifs avec les syndicalistes.

On ne peut dire si cela débouchera sur une réelle amélioration de la sécurité. Reste la satisfaction d'avoir fait plier les compagnies pétrolières, qui comptent parmi les multinationales les plus puissantes de la planète capitaliste.

Lucien Déroit

## Radio France : les salariés ne veulent pas être sacrifiés

La direction de Radio France étant restée sourde à l'avertissement que constituaient deux journées de grève en moins d'un mois, les salariés se sont lancés dans une grève illimitée, à l'appel des syndicats. Le premier objectif est de faire revenir la direction, et derrière elle les ministères des Finances et de la Culture, sur un plan d'économies qui se traduirait par la suppression de 300 à 400 emplois, environ le dixième des effectifs.

Quand le président de Radio France, Mathieu Gallet, est venu le 20 mars à une assemblée des grévistes, il a été interpellé sur le coût de la rénovation de son bureau que venait de révéler *le Canard enchaîné*. Il a répondu que ces travaux avaient été votés avant son arrivée. Sa réponse a été jugée un peu courte puisque ces travaux, estimés à 34 500 euros avant son arrivée, ont bondi en quelques mois à 72 494 euros, et en réalité à plus de 100 000 euros.

Les ministères de la

Culture et des Finances ont promis d'ouvrir une enquête, mais il est question que le champ en soit restreint. Or, la réfection du bureau du PDG fait partie d'un vaste chantier de rénovation de la Maison de la radio, dont la facture au bénéfice des entreprises du BTP a été actualisée en octobre dernier à 386 millions d'euros, plus de trois fois le chiffre initial !

Le changement d'une moquette neuve et le luxe des lambris en palissandre du bureau du PDG constituent une faute morale,

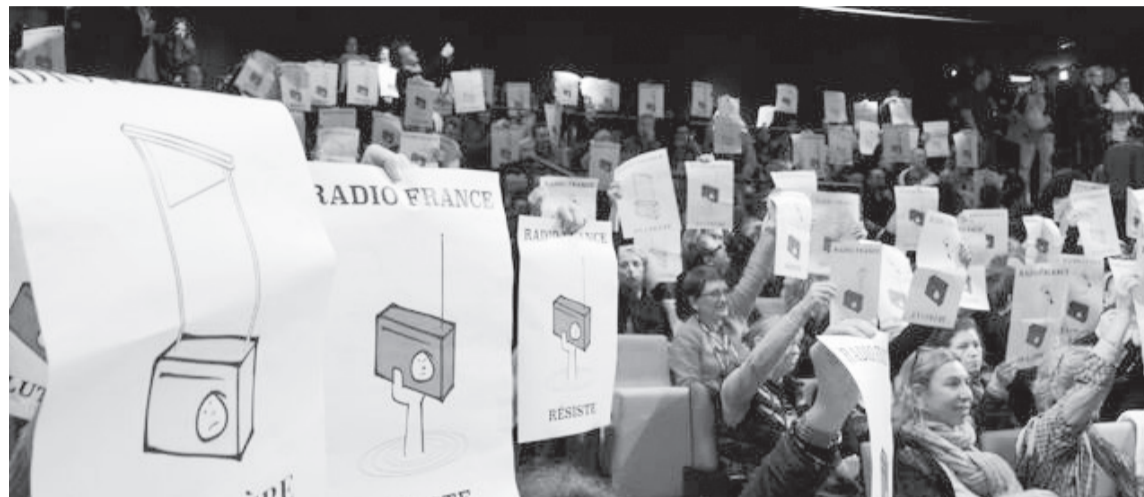
selon l'expression d'une gréviste, au moment où la direction prêche des sacrifices aux travailleurs. Mais l'envol des prix des travaux financés par de l'argent public, pour le plus grand bénéfice des grands groupes

du bâtiment, se situe à une tout autre échelle.

Le PDG de Radio France a souhaité un moratoire sur le chantier de la Maison de la radio, mais au même moment il a confirmé les suppressions d'emplois.

Les travailleurs de Radio France, comme ceux de tous les secteurs soumis à des réductions d'effectifs, n'ont aucune raison d'accepter d'être les sacrifiés d'une opération de prestige.

Jean Sanday



## Festivals d'été : moins d'argent, moins de spectacles

L'été dernier, un bon nombre de festivals artistiques avaient été perturbés, voire annulés, à cause du mouvement revendicatif des intermittents du spectacle, au grand dam des commerçants et des autorités. À l'époque, la ministre de la Culture déplorait une annulation des festivals, « catastrophique pour la culture, les artistes, les techniciens et les spectateurs ».

Pour le moment, concernant l'été prochain, les intermittents ne menacent guère. En revanche, une centaine de festivals (sur

des milliers) sont d'ores et déjà annulés, mais pour de tout autres raisons. Dans quelques cas, il s'agit simplement des conséquences d'un changement de majorité lors des élections municipales de mars 2014, les nouveaux maires ne voulant pas faire la même chose que les anciens. Mais la plupart du temps c'est la conséquence d'un manque d'argent

Les subventions publiques aux communes ayant beaucoup diminué, ces dernières taillent dans divers budgets, dont

ceux des festivals. Ainsi les Voix de Graou, dans le Var, n'auront pas lieu cette année, après dix-sept ans d'existence. Et, comme le remarquait le directeur des Eurockéennes de Belfort, qui elles sont maintenues, « même les gros festivals sont menacés ».

Les restrictions budgétaires pourraient faire bien plus de tort aux festivals, et de façon durable, que le mouvement revendicatif des intermittents, qui ne visait évidemment pas leur suppression.

André Victor

## Montigny-en-Gohelle : manifestation pour demander justice

Il y deux ans, un jeune de 26 ans de Montigny-en-Gohelle, dans le Pas-de-Calais, a été tué par la police. Lors d'une interpellation qui a dégénéré, il a reçu cinq balles, dont une, au foie, mortelle. Les policiers ont plaidé la légitime défense, expliquant que le jeune était muni d'une paire de ciseaux et les menaçait.

Samedi 14 mars, environ 300 personnes ont manifesté pour soutenir la famille dans sa demande que soit organisée une reconstitution des faits. Cette reconstitution, procédure classique en cas de mort par balle, permettrait de démontrer que l'usage des armes à feu n'était pas nécessaire. La justice la refuse depuis deux ans.

Cela fait dire à de nombreux habitants du quartier, à la famille, aux proches, aux voisins, que la justice protège les policiers et souhaite ainsi mettre un voile sur cette affaire. De plus, cela renforce l'idée d'une impunité de la police, y compris dans des cas aussi graves.

Beaucoup de jeunes de toutes origines étaient présents à cette manifestation, qui s'est déroulée dans le calme. Les slogans

« Justice pour Lahoucine », ou encore « Pas de justice, pas de paix » revenaient parmi les marcheurs. La manifestation, émaillée de prises de parole, s'est terminée devant le commissariat de la ville.

Montigny, commune ouvrière très pauvre du Pas-de-Calais, voisine d'Hénin-Beaumont, est l'exemple type de ces villes ravagées par la crise et les licenciements depuis les années 1970. Le taux de chômage dépasse les 20 %, et dans certains quartiers c'est encore pire.

Ces quartiers déshérités, ce chômage, cette société sans avenir contribuent à déboussoler de plus en plus de jeunes, et les tensions régulières avec la police en sont le reflet, tout comme la montée du FN.

Correspondant LO

## Alexandre de Juniac : le patronat tel qu'en lui-même

Les Entretiens de Royaumont réunissent, selon leurs organisateurs, des politiques, des chefs d'entreprise, des artistes, afin qu'ils puissent débattre des graves problèmes qui taraudent l'humanité. Cadre magnifique, assistance triée sur le volet, restauration haut de gamme et huis clos absolu, tout est prévu pour que la pensée s'élève. Et, vu qu'il s'agit d'une sorte de fan-club de François Fillon, avec de vrais morceaux de Gattaz dedans, on se doute qu'elle atteint des sommets.

Et on n'est pas déçu. Une vidéo de l'intervention de décembre 2014 d'Alexandre de Juniac, PDG d'Air France, est arrivée sur Internet. Il y péroré sur le thème « Acquis sociaux face aux enjeux mondiaux ». Il affirme que ni la limitation du temps de travail ni la fixation de l'âge de la retraite n'ont de sens. Même l'interdiction du travail des enfants est discutable car « qu'est-ce que c'est qu'un enfant ? » La

définition est variable, en effet. Celle d'un exploitateur est en revanche très claire et s'applique parfaitement à Juniac.

L'ambiance s'échauffant, sans même repasser par la buvette, Juniac explique alors que, ne pouvant modifier ni le prix du kérosène ni celui du matériel, il ne peut agir que sur le coût du travail et donc « mettre des limites aux acquis sociaux ».

C'est justement contre cette remise en cause des acquis sociaux, c'est-à-dire de leurs salaires et de leurs conditions de travail, que les pilotes d'Air France avaient fait grève quelques semaines auparavant. Juniac s'en étant ouvert au PDG de Qatar Airways, ce dernier lui aurait répondu qu'au Qatar on aurait mis les grévistes en prison. Tonnerre d'applaudissements du parterre patronal !

Bref, non seulement Juniac et ses semblables pratiquent la lutte des classes, mais ils en assument les conséquences. Il n'y a pas besoin de gratter beaucoup le vernis bon chic bon genre pour trouver l'avidité pour les profits, et le mépris envers les travailleurs.

Paul Galois

## Assistance publique-Hôpitaux de Paris : plutôt que d'embaucher, la direction voudrait supprimer les RTT

Dans une récente interview au quotidien *Les Échos*, Martin Hirsch, le directeur de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP), fait une véritable déclaration de guerre aux 90 000 travailleurs hospitaliers placés sous sa coupe. Il annonce notamment son intention de s'en prendre à leurs jours de repos.

Hirsch veut revenir sur l'accord de 2002 sur le temps de travail des employés de l'AP-HP. Actuellement, ils travaillent pour la plupart 7h36 ou 7h50 par jour, ce qui fait plus de 35 heures par semaine. Et logiquement ce temps hebdomadaire supplémentaire génère des RTT, comme dans la plupart des entreprises du pays. Hirsch annonce qu'il voudrait ramener le temps de travail quotidien à 7h ou 7h30 et ainsi générer beaucoup moins de RTT. Il en attend une économie de 20 à 25 millions d'euros par an.

C'est en fait une attaque contre tous les travailleurs hospitaliers, quel que soit leur métier ou catégorie. Comme aucune embauche n'est prévue, et qu'au contraire les hôpitaux suppriment des emplois, en réalité la charge de travail

ne diminuerait pas. Ce que les travailleurs hospitaliers faisaient en 7h36, ils devraient le faire en 7h, ce qui serait un gain de productivité considérable à leur détriment. Déjà en sous-effectifs et surchargés, ayant de moins en moins de temps à accorder à chaque patient, il faudrait qu'ils rognent encore plus sur les temps de transmission des consignes entre équipes. Ou bien ils devraient rester chaque jour quelques dizaines de minutes en plus, en dehors de leur temps de travail officiel et sans être payés.

Hirsch lui-même avoue que des « RTT sont annulées au dernier moment pour faire face au manque d'effectifs ». En fait, les employés de l'AP-HP ont accumulé dans des compteurs près d'un million de journées de RTT, que la direction ne leur laisse pas prendre en

repos ni ne veut leur payer. Mais, en dehors des embauches nécessaires, qui seules peuvent soulager les travailleurs hospitaliers et leur permettre de prendre tous leurs congés, aucun remaniement des horaires ne règlera le problème de la surcharge de travail à l'hôpital.

Dans le secteur hospitalier, ce gouvernement essaie de revenir sur le seul aspect positif des 35 heures du point de vue des travailleurs : les RTT. Or, depuis quelques années déjà, dans de nombreux hôpitaux les personnels hospitaliers se sont battus pour les garder.

Ces jours-ci, des assemblées générales ont lieu, comme celle qui a réuni le 22 mars une centaine de personnes à l'hôpital de Calais contre la suppression de 3 à 5 RTT, ou bien à Paris celle de l'hôpital Saint-Antoine de l'AP-HP, deux jours plus tard, qui a réuni près de 200 personnes. Contre les attaques de Hirsch et du gouvernement, une riposte des travailleurs des hôpitaux s'impose.

Lucien Détoit

## Radiothérapie – Aubervilliers : non à la fermeture!

Le service de radiothérapie d'Aubervilliers en Seine-Saint-Denis, qui soigne des patients atteints du cancer, a fermé ses portes le 30 janvier, fermeture décidée par l'Agence régionale de santé d'Île-de-France (ARS).

Elle laisse sur le pavé les patients en cours de traitement, que le personnel a bien du mal à insérer dans l'un des deux autres centres du département, eux-mêmes surchargés. Elle laisse aussi les onze salariés dont la carrière est brisée.

Le trust multinational Villa Maria qui dirige l'ensemble hospitalier La Roseraie, dont fait partie le service de radiothérapie, refuse d'envisager des reclassements. Le prétexte invoqué est qu'il s'agit d'une structure privée à part. Mais, pour les médecins du service, il a été mal géré, raison pour laquelle ils l'ont racheté en 2010 et l'ont doté d'une machine ultra-moderne. Le service fonctionne bien, assurant le tiers-payant qui permet aux patients de ne pas faire l'avance des frais.

Avec le prétexte fallacieux qu'il n'y aurait pas assez de patients, l'ARS décide de ne pas renouveler l'autorisation d'exercer, délivrée tous les cinq ans. C'est un gaspillage de travail, d'argent, de connaissances. La nouvelle machine, achetée sous forme de crédit-bail, sera sans doute vendue à l'encan par les banques, et réparera peut-être dans un autre centre ayant l'aval de l'ARS, centre qui l'aura acquise au-dessous de sa valeur.

Tant qu'ils le pourront, médecins et personnel sont décidés à lutter pour faire connaître ce scandale sanitaire et faire revenir l'ARS sur sa décision. Ils ne veulent pas faire les frais de la pénurie de soins découlant de l'action des gouvernements.

Correspondant LO



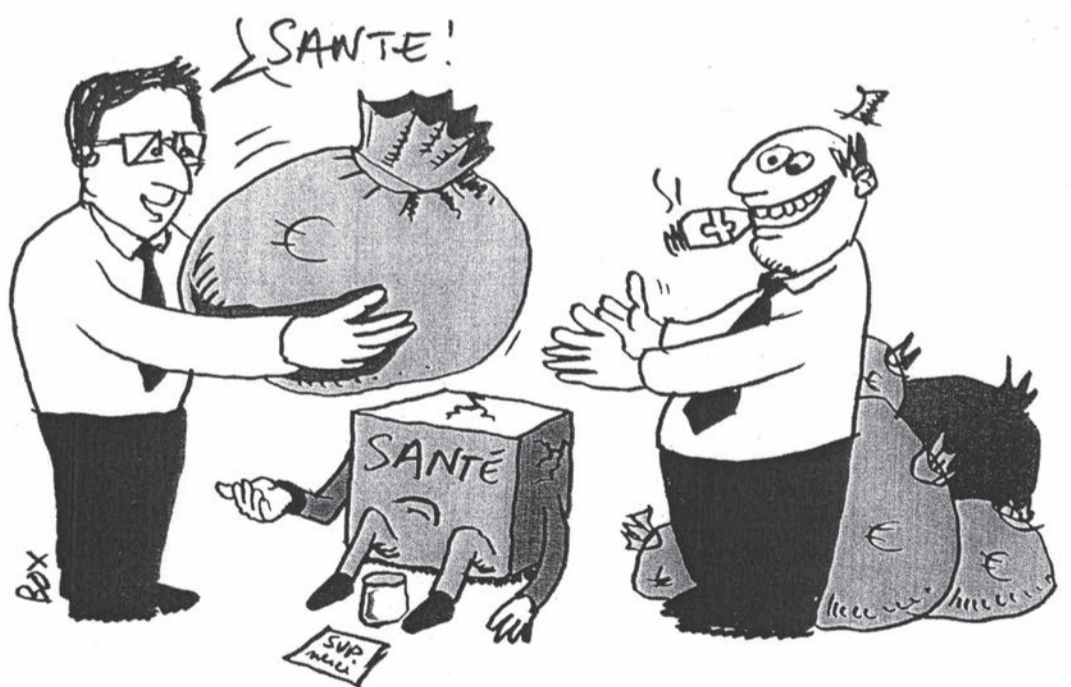
## Nos lecteurs écrivent : quand l'hôpital ne prend pas soin du malade

Souffrant d'une maladie chronique, je dois régulièrement effectuer un séjour en hospitalisation. J'ai pu constater qu'au fil des années les multiples coupes dans les budgets ont nettement dégradé la situation des malades.

Tout d'abord, le transport par VSL ou taxi n'est plus pris en charge à 100%, voire plus du tout pour les consultations pré-opératoires. Après une hospitalisation, si vous tenez encore debout, même en étant complètement sonné, vous devez rentrer par vos propres moyens. Venir en voiture depuis une petite ville de campagne, quand on a un traitement qui entraîne des somnolences? Bravo pour la sécurité routière! Sans parler du manque de places de parking et des prix prohibitifs pratiqués depuis quelques mois dans l'enceinte des hôpitaux lyonnais ou sur les parkings privés alentour. De plus, avoir une

maladie invalidante, c'est bien souvent se retrouver à vivre avec des revenus en dessous du seuil de pauvreté, et donc ne plus avoir de véhicule.

Arrivé sur place, on doit subir les incuries dues aux économies. À l'hôpital de la Croix-Rousse à Lyon par exemple, l'absence d'eau chaude est fréquente même pour la douche préparatoire aux interventions chirurgicales. Les fenêtres laissent passer l'air froid dans un bâtiment pourtant tout neuf et, c'est un comble, les lits ne disposent pas de couvertures. « Il faut amener la vôtre », m'a-t-on répondu! Le nettoyage n'est pas assuré parfois pendant plusieurs jours. Quant à la télé, l'accès gratuit à l'étage n'existe plus et il faut payer 5 euros par jour à Inéo (filiale de GDF-Suez) pour y accéder. Le manque de moyens et de personnel laisse souvent le malade livré à lui-même.



Pour les malades, la facture ne cesse de s'allonger. C'est d'autant plus insupportable quand on est en affection longue durée, car la maladie entraîne souvent la perte de son emploi. Les franchises appliquées depuis 2008 sur les boîtes de médicaments et sur les

transports alourdissent la note. Le plafond de 50 euros par an, supposé limiter ces forfaits, est impossible à vérifier. Cerise sur le gâteau, les médicaments dits de confort ne sont plus délivrés à l'hôpital et il est conseillé de venir avec les siens, si on veut soulager

les effets secondaires d'une intervention!

Ainsi l'Hôpital 2015 soigne nombre d'entreprises privées, celles du nettoyage, du téléphone, du bâtiment, du matériel, etc. Mais il livre le malade à lui-même.

D.B. (Ain)

## Papeteries de Condat : grève pour des augmentations et des embauches

Après l'échec des négociations annuelles obligatoires et trois jours de grève début mars, les salariés des Papeteries de Condat, au Lardin-Saint-Lazare en Dordogne, ont à nouveau arrêté le travail. Ils avaient accepté d'arrêter leur grève après que la direction leur eut promis la reprise des négociations.

Mais lors de ces réunions, entre le 9 et le 13 mars, elle n'a proposé qu'une augmentation ridicule de 0,5 % en janvier et de 0,5 % en juillet. Pour certaines catégories, la hausse prévue en juillet était même soumise à des critères de mérite ! Devant une telle provocation, le mécontentement a franchi un palier.

Mise au courant de la colère qui montait, la direction a convoqué les syndicats le 16 mars au matin et a revu son offre à la hausse : 1 % en juillet, au lieu de 0,5 % initialement proposé. À l'unanimité, les 150 travailleurs présents à l'assemblée générale qui suivait se sont déclarés insatisfaits, demandant 2 % en janvier et 1 % en juillet, plus des embauches, se mettant en grève et entraînant de nouveaux grévistes. La grève a été reconduite les 17 et 18 mars.

L'usine ne produisant plus de papier, les dirigeants de Condat ont poussé des cris d'effroi, parlant même de mort programmée du site. Cela n'a pas démotivé les salariés qui, depuis, décident ensemble régulièrement de la poursuite de la grève. Le 23 mars, l'usine

était toujours à l'arrêt.

La direction dit qu'elle perd 350 000 euros par jour d'arrêt. Elle évoque la baisse de la consommation de papier au niveau national. Mais les travailleurs de Condat, moins nombreux dans l'usine après de nombreux licenciements depuis vingt ans, produisent tout de même plus de papier qu'avant. Ainsi le site a vu exploser sa production de 200 000 tonnes en 1992 à 540 000 tonnes en 2010, les effectifs passant eux de 1200 à 650. Une machine a été arrêtée en 2013, ce qui a provoqué le licenciement supplémentaire de près de 150 personnes. Les salariés sont environ 550 maintenant, car les départs à la retraite, les démissions et les licenciements ne sont pas remplacés.

Condat est une filiale de la multinationale Lecta, elle-même propriété d'un fonds d'investissement, CVC Capital Partners. Ce groupe riche à milliards emploie des centaines de milliers de salariés à travers le monde. Il a largement les moyens de payer. Mais seule la mobilisation des salariés pourra l'y contraindre.

Correspondant LO

## Carrefour Rennes-Alma : les salariés refusent les attaques de la direction

Vendredi 13 mars, une dizaine d'employés du magasin Carrefour Rennes-Alma se sont retrouvés devant la surface de vente afin de distribuer des tracts aux clients et faire signer une pétition réclamant des embauches. Cette action s'inscrivait dans la journée nationale à l'appel de la CGT et de la CFDT pour protester contre la politique salariale de la direction.

En effet celle-ci ne propose que 0,5 % d'augmentation des salaires pour 2015, soit en moyenne 3 euros par mois. De plus, elle prétend reculer de trois à douze mois l'ancienneté nécessaire pour bénéficier

de la prime vacance et du treizième mois.

Les travailleurs n'acceptent pas cette nouvelle attaque contre leurs conditions de travail, d'autant plus que, au niveau de ce magasin, la direction a déjà supprimé en cinq ans une cinquantaine de postes sur 300.

Cette journée d'action a été aussi l'occasion de discuter entre collègues de la nécessaire mobilisation face aux mauvais coups des patrons. Chacun était satisfait d'avoir fait entendre sa colère et conscient qu'il faudra remettre ça pour faire reculer le patron.

Correspondant LO

## TFN Tioxide Calais : mêmes exploiters, mêmes licenciés



Le mois dernier, les salariés de Tioxide, à Calais, ont fait grève plusieurs jours, à l'annonce de la fermeture d'une partie de l'usine et du licenciement de 100 de ses 269 salariés. Lundi 23 et mardi 24 mars, les salariés du sous-traitant TFN chez Tioxide, craignant aussi pour leur emploi, ont débrayé une heure et bloqué l'usine, eux qui travaillent exclusivement sur ce site parfois depuis plus de vingt ans, manipulant engins et substances dangereuses.

Le groupe américain Huntsman, dont Tioxide Calais est une filiale, a de l'argent : c'est le troisième producteur mondial de dioxyde de titane, un produit utilisé comme pigment dans toutes sortes de substances. TFN aussi a de l'argent : il appartient au groupe français Atalian, qui dégage plus d'un milliard de chiffre d'affaires et dont le patron fait partie des 150 grandes fortunes de France.

Les patrons, qu'ils soient

donneurs d'ordres ou sous-traitants, qu'ils soient français comme TFN ou américains comme Tioxide, s'entendent comme larrons en foire pour faire suer du profit aux travailleurs.

Ceux-ci, quelle que soit l'entreprise dont ils dépendent, ont raison de défendre leur emploi et d'essayer de récupérer le maximum sur ce que les patrons leur ont extorqué pendant des années d'exploitation.

Correspondant LO

## Med'Clean - Indre-et-Loire : les salariés laissés à l'abandon

À moins d'une quinzaine, les travailleurs d'une petite entreprise de collectage de déchets médicaux pour la région du Centre et des Pays de Loire ont fait éclater un véritable scandale social et sanitaire. En effet, depuis janvier, ces salariés de l'entreprise Med'Clean de Ballan-Miré, dans l'Indre-et-Loire, n'étaient pas payés mais continuaient cependant leur travail.

Il consiste à ramasser les déchets infectieux, tels qu'aiguilles, déchets de blocs opératoires, produits chimiques, provenant de tous les établissements médicaux y compris du CHU, qui doivent ensuite être emmenés pour destruction à l'incinérateur soit du Mans, soit de Blois.

N'arrivant pas à avoir de contact avec leur direction qui se trouve à Lyon, ils ont découvert la situation au fur et à mesure : plus de salaires, portes closes devant l'incinérateur avec leur camion plein pour cause de factures impayées, avance de plein de gazole puisque la carte bancaire du patron ne marchait plus... Du coup, les déchets se sont accumulés dans leur local, avec plus de cent tonnes au lieu des deux tonnes autorisées.

Depuis la première semaine de mars, ces travailleurs ont entrepris plusieurs démarches. Un

référé a été déposé pour leur permettre de toucher leur salaire, ainsi qu'un dossier aux Prudhommes. Les autorités sanitaires et le préfet ont été prévenus du risque environnemental. Mais les choses ont cependant peu bougé de ce côté. Si pour l'instant l'entreprise n'est pas en dépôt de bilan, le patron a finalement pris l'initiative d'engager une procédure de licenciement économique contre cinq chauffeurs de poids lourds de la région.

Jeudi 19 mars, à l'occasion de la convocation pour les entretiens préalables avant licenciement, les travailleurs se sont rassemblés et ont alerté les médias, avec l'appui de militants CGT du département, en vue d'interpeller le patron qui devait venir de Lyon à cette occasion. Craignant sans doute la colère des chauffeurs, celui-ci s'est contenté de déléguer

une employée de formation juridique pour tenir les entretiens !

Le peu d'explications données oralement font état des difficultés de cette entreprise, rachetée il y a quelques mois mais qui aurait accumulé de nombreuses dettes qu'elle n'arriverait plus à payer. Les salariés sont à juste titre scandalisés, car ils savent bien que ce marché du collectage est indispensable. D'ailleurs de gros clients de la localité, comme les hôpitaux Trouseau et Bretonneau du CHU, viennent de faire appel à une autre entreprise de ramassage pour collecter leurs déchets.

Ironie amère de l'affaire, les camions portent le slogan de l'entreprise « Nous prenons soin de vous autrement », slogan que l'on retrouve en en-tête de la lettre de licenciement envoyée aux travailleurs !

Leur action a un peu débouqué la situation en faisant connaître largement ce scandale social et sanitaire. Les travailleurs ont aussi récupéré un chèque de 1200 euros, évidemment loin de ce qui leur est dû. Enfin, le référé aura lieu le 25 mars au tribunal des prud'hommes de Tours.

Correspondant LO

# Fonderie Sambre et Meuse – Feignies : en lutte pour défendre les emplois

Depuis la confirmation, mercredi 18 mars, de la mise en liquidation judiciaire de leur entreprise, les 261 ouvriers de Sambre et Meuse à Feignies, près de Maubeuge dans le Nord, occupent jour et nuit l'usine, se relayant en trois équipes pour bloquer l'accès aux ateliers et empêcher le déménagement des machines.

La fonderie Sambre et Meuse, qui a employé dans le passé plus de 3 000 salariés, avait été rachetée en 2010 par l'entreprise russe Uralvagonzavod (UVZ) pour lequel elle produisait des éléments de boggies. Pendant cinq ans, si UVZ a fait l'acquisition de quelques machines et de fours, il n'a rien dépensé pour améliorer un tant soit peu les conditions de travail dans cette usine plus que centenaire : postes de travail à peine éclairés, pas de chauffage dans les immenses ateliers et des températures pouvant descendre jusqu'à moins 10 degrés en hiver, monter jusqu'à plus de 40 degrés en été, multiples trous dans les toits laissant passer la pluie ou la neige, toilettes laissées à l'abandon... À plusieurs reprises, les travailleurs ont dû faire grève simplement pour être payés, comme en janvier, alors que la paye de novembre n'était toujours pas arrivée...

Aujourd'hui, après avoir tiré tout le profit qu'il pouvait, UVZ a annoncé son intention de se retirer, invoquant la crise ukrainienne et les sanctions

contre la Russie. Alors qu'il a touché des subventions publiques, ce patron peut prendre cette décision sans rendre de comptes à qui que ce soit, ni aux travailleurs ni à la collectivité ! Du côté des pouvoirs publics, la seule réaction a été la visite du sous-préfet pour dire aux ouvriers de garder leur calme.

Les travailleurs sont en colère et ont bien l'intention de le montrer, conscients que, pour défendre leurs intérêts, ils ne pourront compter que sur leur mobilisation. Les délégués de la CGT ont avancé la revendication d'une prime de 20 000 euros pour tous ceux qui perdraient leur emploi. Le lendemain d'un rassemblement devant la chambre patronale de Maubeuge, une centaine d'ouvriers ont manifesté dans la ville le jour du marché, recevant de nombreux gestes de sympathie.

Depuis quelques jours, la possibilité d'une reprise partielle de l'activité par une entreprise de Douai, Arbel Fauvet Rail (AFR), est discutée. Cette hypothèse bien incertaine ne concernerait de toute façon qu'une soixantaine d'emplois. Des



• négociations avec cet éventuel repreneur ont eu lieu lundi 23 mars à la sous-préfecture d'Avesnes, sans que rien n'en ressorte réellement. Les représentants du personnel ont fini par claquer la porte, en l'absence

de réponse concernant la prime de licenciement. La journée s'est finie par une manifestation devant la permanence du député PS, plus prompt à voter des subventions aux patrons qu'à manifester sa

solidarité avec les travailleurs en lutte. D'autres actions sont prévues, car les travailleurs ont bien l'intention de continuer à se faire entendre.

Correspondant LO

## • Michelin Cholet : des « bons syndicats » pour la direction

• Les élections professionnelles ont eu lieu le 19 mars à l'usine Michelin de Cholet. Pendant toute la période précédente, la direction a multiplié les appels à aller voter et les arguments sur l'importance d'avoir de « bons syndicats », dialoguant avec elle et soucieux des intérêts de l'entreprise.

• Bien entendu, s'agissant de Michelin, la direction n'a pas lésiné sur les moyens : lettre personnelle à chaque salarié l'incitant à aller voter et à bien voter, plusieurs articles élogieux sur les syndicats dans sa presse interne, incitation de la part de l'encadrement lors des réunions quotidiennes dans les ateliers, etc.

• Pour ceux qui ont vécu la période précédente, pour les militants qui ont dû s'affronter aux directions des usines Michelin, à un patronat parmi les plus rétrogrades et les plus anti-syndicaux du pays, il y a de quoi tomber à la renverse. Un militant qui a vécu cette époque l'a ainsi rappelée : « D'abord, les chefs exerçaient toutes sortes de pressions pour que les salariés des ateliers n'aillent pas voter au premier tour des élections ; quand le quorum n'était pas atteint, cela permettait à la direction de présenter des listes à elle lors du second tour. Dans certains secteurs, aller voter était déjà un acte militant. Ensuite, les délégués étaient parqués tous dans le même atelier, quel que soit leur syndicat, et circuler dans l'usine relevait du parcours du combattant. À chaque pas, nous étions arrêtés

par les chefs et il fallait à chaque fois parlementer longuement. Discuter avec ceux qui étaient sur les machines nous était quasiment impossible. Et je ne parle pas des sanctions qui tombaient, ni bien sûr de l'absence de la moindre augmentation. »

La direction de Michelin a découvert, après bien d'autres, que des syndicats qui collaborent et qui, sous prétexte de « dialogue social » et de respect des partenaires sociaux, se transforment en relais de sa politique, peuvent être un avantage non négligeable. Et d'essayer maintenant de convaincre de sa bonne foi

et de son « respect pour les institutions représentatives du personnel » !

La direction générale de Michelin n'avait pas dit le nom de ceux qu'elle estimait être de « bons syndicats », et s'était contentée de les suggérer fortement. Mais celle de Michelin Cholet a été moins prudente en demandant, lors des grandes messes annuelles où elle réunit tout le personnel, de voter pour la CFDT, la CGC, SUD, mais pas pour la CGT. Car la CGT de Michelin Cholet refuse toute collaboration avec la direction et mène la résistance contre ses projets.

Visiblement, elle n'a guère convaincu les travailleurs de voter suivant ses vœux : la CGT, qui faisait environ 40% des voix lors de précédentes élections, a obtenu 60% en ce mois de mars 2015.

Correspondant LO

## Cooper Vitré : grève pour les salaires

L'usine Cooper de Vitré, en Ille-et-Vilaine, connaît son premier mouvement de grève depuis son ouverture, c'est-à-dire depuis trente-cinq ans.

Cette usine, qui fabrique des joints d'étanchéité et des pièces antivibratoires pour l'automobile, emploie 850 salariés, dont 247 intérimaires. Elle appartient au groupe Cooper qui possède une autre usine à proximité, à Rennes, celle de la Barre-Thomas qui compte elle aussi 850 travailleurs.

Les négociations salariales annuelles obligatoires étaient en cours et le patron proposait une augmentation des salaires de 1% décrite par un gréviste comme « même pas des miettes, tout juste de la poussière ». Jeudi 19 mars, une centaine de grévistes filtraient les entrées de l'entreprise. Plusieurs équipes se relayaient, y compris durant la nuit, et le vendredi le nombre de grévistes atteignait 300, soit à peu près

la moitié des embauchés et ce, malgré le fait que le syndicat FO, majoritaire dans l'usine, ne soutienne pas le mouvement.

Les syndicats parties prenantes réclamaient une augmentation générale des salaires de 2,5%, une prime d'équipe d'un euro par heure, une prime de transport, une prime de reconnaissance pour le travail accompli et une revalorisation de 100 euros du montant de l'intéressement.

Le mouvement a été suspendu en attendant la réunion avec le patron, prévue mardi 24 mars. La colère accumulée après des années d'exploitation pour des salaires de misère s'est exprimée. Pas sûr qu'elle s'éteigne de sitôt.

Correspondant LO

## Montupet : peut mieux faire

L'équipementier automobile Montupet, dont les fonderies produisent en particulier les culasses des moteurs d'auto, a annoncé une hausse de 36% de ses profits en 2014. Ils ont représenté 12,7% du chiffre d'affaires, contre 10,5% en 2013. Les actionnaires ont réagi en prenant leurs dividendes mais ils ont mis leurs actions en vente, car ils espéraient mieux !

Du coup, les actions ont chuté de 10%. Elles redevennent donc attractives pour un achat et une spéculation à la hausse, de la part des mêmes peut-être qui les ont vendues.

Ceux-ci en 2011 n'avaient pas réussi à imposer aux salariés une baisse de 25% de leurs revenus. Apparemment, cet échec ne leur a pas coupé l'appétit.

V.G.

## Métropole européenne de Lille : un premier débrayage réussi

**Vendredi 20 mars, 750 salariés ont débrayé une heure pour manifester leur colère contre la direction de Métropole européenne de Lille (MEL), la collectivité territoriale regroupant 85 communes, et qui assure le service public dans divers domaines : assainissement, voirie, transports... Jamais un débrayage n'avait eu un tel écho.**

Car tous les mécontentements se sont rejoints : l'ambiance anxieuse, le licenciement à venir de salariés précaires, les promotions internes améliorant un peu les salaires sans cesse reportées, l'annonce de la suppression de primes et la volonté de la direction de les redistribuer à sa

guise.

À l'appel des syndicats, une centaine de salariés s'est rendue à un premier rassemblement. Deux fois plus sont venus à un second, puis 500 le 17 mars, la direction essayant d'entraver l'élan en donnant une salle de 50 places. Mais c'est finalement dans la grande

salle du Conseil métropolitain que les agents ont voté avec enthousiasme, à main levée, le débrayage pour vendredi 20.

Depuis les dernières élections municipales, la majorité PS a dû céder la place à une majorité de droite. Celle-ci sous-entend que le PS pousserait à cette mobilisation... En fait son orientation est tout à fait dans la ligne du gouvernement PS, contraindre les collectivités publiques à faire des économies sur le dos du personnel. Et avant de perdre la majorité,



l'équipe de Martine Aubry, à la tête de ce qui s'appelait encore Lille métropole communauté urbaine, ne cessait de pousser à des mesures d'économies.

En tout cas, le succès de la grève du 20 mars a donné

le moral à tous : pour beaucoup, c'était la première lutte, et contents d'avoir exprimé leur colère, ils sont repartis avec l'envie de recommencer si la direction de la MEL persiste.

**Correspondant LO**

## Banques populaires et Caisses d'épargne : le PDG encaisse... et les salariés trinquent!

Mardi 24 mars les 100 000 salariés du groupe étaient appelés à faire grève par les sept syndicats existants. Des rassemblements ont eu lieu dès le matin devant le siège de la Caisse d'épargne à Bordeaux et à Nice, et d'autres l'après-midi, notamment à Paris.

À l'origine de ce mouvement, les conditions de travail désastreuses ont été dénoncées en ces termes : « La pression est

*telle qu'on a des personnes qui ne tiennent que par la prise de médicaments, des personnes qui sont tellement mal qu'elles se mettent fréquemment en maladie. Avec aux extrêmes des personnes qui se suicident. »*

Mais ce qui paraît avoir déterminé les syndicats à appeler à une réaction est l'annonce qu'il n'y aurait pas d'augmentation générale des salaires, alors qu'en 2014 le groupe a réalisé trois milliards de

bénéfices et que son PDG a touché une rémunération totale de 1,275 million d'euros.

Depuis l'annonce de la grève le 11 mars, la direction a réagi et, selon les syndicats, elle a commencé localement à faire des propositions salariales améliorées, mais toujours rien sur les conditions de travail. Le personnel devra continuer à se défendre.

**Catherine Olivier**

## Mory Global : patrons voyous, gouvernement complice

La liquidation de l'entreprise de transports Mory Global, qui compte maintenant 2 200 salariés sur 50 sites, sera effective le 31 mars. Depuis cette annonce les salariés se battent, occupent certains sites, font connaître leur situation, multiplient les démarches pour trouver des soutiens, depuis les blocages de route jusqu'à la menace de mettre le feu aux stocks.

Le propriétaire, Arcole Industrie, avait mis la main sur les transports Mory en 2012 pour un euro symbolique, puis racheté la société Ducros. Deux ans après, en 2014, il se déclarait en faillite, faisait effacer les dettes de la société, puis

la reprenait, soutenu par le gouvernement qui lui octroyait même 17,5 millions d'euros d'avances. Au passage, 2 800 des 5 000 salariés se retrouvaient à la rue.

Les travailleurs de Mory Ducros s'étaient alors battus contre les licenciements et avaient dénoncé Arcole Industrie pour ce qu'il est, un vautour qui vit en dépeçant les entreprises en faillite et en pillant les fonds publics. Mais le gouvernement, à commencer par le ministre Montebourg, aidé par la direction centrale de la CFDT, avait tout fait pour leur faire accepter ce plan. La CFDT allait même jusqu'à signer l'accord par-dessus la tête des délégués

de l'entreprise. L'argument cent fois répété, était que « 2 200 emplois sauvés, c'est mieux que rien ».

On voit aujourd'hui que, en fait, c'est « rien ». Les manœuvres du gouvernement auront permis à Arcole Industrie de protéger ses intérêts, de toucher 17,5 millions d'euros et, surtout, de licencier en deux vagues pour tenter de diluer la colère des travailleurs et de diminuer leur force de frappe. Les travailleurs de Mory Ducros ont toutes les raisons d'être en colère et sont parfaitement dans leurs droits en employant les moyens propres à la faire entendre.

**Paul Galois**

## Sanofi : 0 % c'est peu

La décision de Sanofi de ne pas procéder, en 2015, à une augmentation collective des salaires des 26 000 travailleurs du groupe en France ne passe décidément pas. D'autant plus que, dans le même temps, étaient annoncées les conditions d'accueil mirobolantes accordées au nouveau directeur général du groupe.

Aussi le 17 mars des salariés de nombreux établissements du groupe, tant sur les sites de recherche que sur ceux de fabrication, ont répondu à l'appel de la CGT. Des arrêts de travail de 24 heures, ou plus limités, ont été suivis ce jour-là à

Vitry, Ambarès, Elbeuf, Val-de-Reuil, Maisons-Alfort, ainsi que dans les établissements de Merial et de Pasteur qui fabriquent les vaccins. 150 salariés étaient présents devant le très chic siège parisien de la rue de La Boétie à Paris, où se tenait une réunion entre les organisations syndicales et la direction.

Bien entendu celle-ci a campé sur ses positions. Cela n'a surpris personne, mais pas déçu non plus les travailleurs en grève ce jour-là, bien conscients qu'il faudra imposer leurs revendications à la direction du groupe.

**Correspondant LO**



## Nos lecteurs écrivent : indemnités chômage à la baisse

Depuis des années, je travaille en intérim. Je reviens très souvent dans les mêmes usines, mais n'ai été embauché en fixe par aucune d'entre elles.

En quelques années, les contrats sont devenus de plus en plus courts, souvent une, deux semaines, ou seulement quelques jours.

Avec l'entrée en vigueur de la nouvelle convention Unedic, et la réforme des droits rechargeables, présentée comme favorable aux chômeurs, de nombreux chômeurs se sont en fait retrouvés avec des indemnités beaucoup plus faibles qu'avant.

Mais en plus, le calcul des indemnités de chômage a changé pour ceux qui chaque mois cumulent travail et chômage comme les intérimaires. Les

indemnités ont diminué de plusieurs dizaines, voire de centaines d'euros.

Dans mon cas, en janvier, j'ai travaillé deux semaines payées à smic c'est-à-dire 630 euros net, et j'ai touché 790 euros d'allocation chômage alors que avec l'ancien calcul, j'aurais touché 870 euros, soit une perte de 80 euros.

Je n'avais pas été informé de ce changement, et c'est seulement après m'être déplacé à Pôle emploi, en pensant signaler une erreur, que l'on m'a expliqué la modification du calcul. J'ai pu constater auprès de camarades de travail que je n'étais pas le seul.

Encore un vol dans la poche des travailleurs.

**Un fidèle lecteur**

# SNCF Bretagne : grève massive pour la présence de personnel dans les trains

En Bretagne, à l'appel des syndicats, les contrôleurs et les conducteurs de trains ont fait massivement grève entre le 16 et le 19 mars.

Ils s'élevaient contre le plan d'économies de la SNCF qui prévoit de supprimer la présence de contrôleurs dans de plus en plus de trains, laissant les conducteurs seuls à bord, avec la responsabilité de la conduite et de la gestion des voyageurs. Déjà de nombreux trains circulent sans contrôleur par manque de personnel, les départs en retraite n'étant pas remplacés.

Même si les syndicats n'avaient pas appelé les travailleurs de ces deux professions à faire grève les mêmes jours, celle-ci a été particulièrement suivie, en particulier chez les conducteurs. Plus de 90% d'entre eux ont fait grève sur la région au moins une journée, sur les deux jours et demi qu'a duré le mouvement. Même ceux qui étaient en formation ces jours-là ont refusé de conduire les trains des grévistes.

La SNCF a eu beau afficher le fait que 50% des TER (trains express régionaux) circulaient, la plupart des transports ont été effectués par cars. Depuis près d'un an, la direction n'a eu de cesse de convaincre les cheminots des bienfaits de son projet, à coups de réunions et de circulaires. Quelques jours avant la grève, elle a envoyé à tous un six-pages pour justifier son plan d'économies, un plan largement relayé dans les médias locaux. Mais les conducteurs ne veulent pas se retrouver seuls dans les trains, avec du travail et des responsabilités supplémentaires, sans parler de livrer les usagers à leur propre sort en cas d'incident.

La réponse a donc été claire. Les grévistes étaient fiers de s'être retrouvés nombreux en grève et d'avoir su résister à la propagande de la direction.

Correspondant LO

# SNCF : travail égal, mais salaires, carrières et retraites inégales

L'égalité a beau être gravée dans la pierre des frontons des mairies, dans les faits elle est fort rare, à la SNCF notamment. 849 cheminots d'origine marocaine, certains étant devenus français maintenant, ont déposé plainte contre elle. Ils ont été embauchés dans les années 1970. Contrairement à aujourd'hui, les chemins de fer manquaient de main-d'œuvre et on a donc été chercher au Maroc. Mais, n'étant pas français, ils n'ont pas été admis avec le statut des cheminots de nationalité française et ont donc été des contractuels. Ils étaient embauchés avec des contrats collectifs qui stipulaient l'égalité des

conditions de travail avec leurs collègues français. Contrats qu'ils n'avaient même pas en leur possession. De fait, leurs salaires ont généralement été inférieurs à ceux de leurs collègues, même en faisant exactement le même travail. Mais, pire, leur évolution de carrière a été retardée. Il est arrivé que certains de ces cheminots marocains forment des cheminots français qui sont ensuite devenus leurs chefs, avec des salaires à l'avenant.

Les retraites de ces travailleurs ainsi que les pensions de réversion pour leurs veuves sont notablement inférieures à celles de leurs homologues de nationalité française.

Ayant subi toute une vie de discriminations sur leurs salaires et sur leurs retraites, ces travailleurs réclament chacun environ 400 000 euros, par l'intermédiaire du tribunal des prud'hommes. La SNCF, qui a bénéficié pendant des dizaines d'années de leur travail sous-payé, refuse de leur accorder cette indemnisation, ne faisant, prétend-elle, que respecter la loi.

Comme c'est souvent le cas, la mauvaise foi et la discrimination se drapent dans les plis du « droit ». La décision pour les 203 premiers dossiers déposés sera rendue le 21 septembre.

André Victor

# Transports publics nazairiens : apartheid social

La direction de la Stran, l'entreprise de transport public de la région nazairienne, a trouvé judicieux de faire afficher dans ses bus une note ainsi rédigée: « Je reste debout afin de ne pas salir les sièges avec ma tenue de travail encrassée. » Elle ne précise pas si l'ouvrier en bleu qui oserait poser son postérieur sur un siège est menacé d'une amende, ou si la station debout lui ouvre

droit à réduction.

La direction de la Stran aurait été plus avisée en demandant des comptes à ses homologues des entreprises dépourvues de douche et de vestiaire. Aujourd'hui, y compris de grosses entreprises ne prévoient rien de tel, notamment pour le personnel sous-traitant.

L'actionnaire principal de la Stran est la communauté de communes de la

région, à majorité de gauche. Un éminent représentant de cette gauche, le Premier ministre Valls, a déclaré récemment qu'il fallait lutter contre l'apartheid social. On voit ce que cela donne sur le terrain!

Il y a, dans ces milieux dirigeants, des gens dont la crasse dans le cerveau est plus épaisse que sur les bleus des travailleurs.

L.D.

# QUI SOMMES-NOUS ?

## Lutte Ouvrière

Union communiste (trotskyste), membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union Communiste trotskyste qui publie *Lutte Ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte Ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1970 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12 000 exemplaires. Impression: Rotos-Presses Numeris, 36, boulevard Robert-Schumann 93190 Livry-Gargan. - Commission paritaire des publications n° 1019 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal mars 2015.

Lutte Ouvrière c/o Éditions d'Avron, 6, rue Florian - 93500 Pantin. Lutte Ouvrière (Île-de-France) c/o Éditions d'Avron, 155, avenue Jean-Lolive - 93500 Pantin. Téléphone: 01 48 10 86 20 - Télécopie: 01 48 10 86 26

## Versez à la souscription de Lutte Ouvrière

Pour financer ses activités dans la période qui vient, Lutte Ouvrière ne peut compter que sur ses militants, ses sympathisants, sur tous ceux qui partagent avec nous la conviction qu'il faut mettre fin à l'organisation sociale actuelle basée sur l'exploitation, le profit privé et la concurrence. C'est à eux que nous faisons appel aujourd'hui pour verser à notre souscription.

Merci d'adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de: Association de financement du parti Lutte Ouvrière, en les envoyant à l'adresse

suivante: Lutte Ouvrière, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.

Merci aussi de nous indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse pour nous permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique, plafonnés par la loi à 7500 € par an, donnent droit à une réduction d'impôt par la proportion de 66% de ce don et dans la limite de 20% du revenu imposable. Ainsi un don de 300 € donnera droit à une réduction d'impôt de 200 €, à

condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme.

L'association de financement du parti Lutte Ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. Les dons d'une personne physique à un parti politique sont plafonnés à 7500 € par an. Tout don supérieur à 150 € doit être versé par chèque. Seuls les dons versés par chèque ouvrent droit à la réduction fiscale prévue par la loi.



## Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à  Lutte Ouvrière  Lutte de classe

Nom ..... Prénom .....

Adresse .....

Code Postal ..... Ville .....

Ci-joint la somme de :  
Chèque à l'ordre de Lutte Ouvrière ou virement postal : CCP 26 274 60 R Paris  
à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 233, 75865 PARIS Cedex 18

Tarif des abonnements	Lutte Ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
Destination			
France, Outre-mer	20 €	40 €	15 €
Outre-mer avion	28 €	56 €	17 €
Union européenne de l'Ouest, Suisse	38 €	76 €	21 €
Reste de l'Europe	35 €	70 €	20 €
Amérique du Nord, Proche et Moyen Orient, Asie	42 €	84 €	22 €
Afrique, Amérique centrale et du Sud, Océanie	46 €	91 €	24 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur internet

www.lutte-ouvriere.org  
www.union-communiste.org  
contact@lutte-ouvriere.org

Vidéos

www.lutte-ouvriere.org/multimedia

Pour les malvoyants

www.lutte-ouvriere-audio.org

# Tunisie : après l'attentat meurtrier au musée du Bardo

Deux groupes djihadistes, Ansar al-Charia lié à AQMI (al-Qaïda au Maghreb islamique) et EI (l'organisation État islamique), ont revendiqué la tuerie organisée le 18 mars au musée du Bardo, à Tunis. Les 21 morts et les 47 blessés, majoritairement des touristes débarquant de navires de croisière, ont été victimes pendant plusieurs heures d'une chasse à l'homme dans le bâtiment, après l'attaque à la kalachnikov de bus transportant les visiteurs.

Des responsables de la sécurité ont depuis été limogés, dont le chef de la police de Tunis et celui du Bardo. Dans un discours récent, le président tunisien Caïd Essebsi a d'ailleurs déploré des négligences sur la sécurité mise en œuvre dans de tels lieux touristiques, dans un quartier central de la capitale, à deux pas du Parlement. Mais cela n'explique évidemment pas

tout.

Cet acte barbare a été perpétré quelques semaines après un précédent attentat organisé à Boulaïla, non loin de Kasserine, dans lequel quatre agents de la Garde nationale ont été tués. L'un comme l'autre sont l'œuvre de tueurs affiliés à l'une des mouvances qui se réclament des bandes djihadistes opérant surtout au Moyen-Orient.

Visant cette fois le centre-ville, et s'attaquant à des civils, particulièrement des touristes, les tueurs s'en sont pris au secteur économique, le tourisme, qui procure un emploi sur dix dans le pays. Deux croisiéristes italiens, MSC croisières et Costa croisières, ont d'ailleurs aussitôt annoncé qu'ils suspendaient leurs escales à Tunis.

L'objectif des tueurs n'était pas le « modèle de transition démocratique » dont ont aussitôt parlé politiciens et médias à propos de la Tunisie. Ils voulaient démontrer leur capacité à frapper en plein cœur de Tunis et à compromettre une des activités économiques importantes du pays, en décourageant les nombreux touristes occidentaux qui visitent la

Tunisie.

Les groupes djihadistes s'étaient jusqu'à présent manifestés dans les montagnes de l'ouest et dans la région pauvre du sud-est du pays. Des centaines de leurs membres, voire plus, seraient de retour après un entraînement en Libye. Mais ils ne surgissent pas du néant : trois ans de gouvernement sous l'influence du parti islamiste Ennahda, entre 2011 et 2013, ont laissé se développer et même favorisé les agissements des salafistes, puis des djihadistes. Sa propagande réactionnaire, son laxisme vis-à-vis des islamistes les plus radicaux, ont encouragé l'assassinat de militants de gauche, Chokri Belaïd puis Mohamed Brahmî, les attaques contre les femmes, les ouvriers en grève, les

étudiants, les artistes...

Quant aux revendications populaires exprimées lors de la chute de Ben Ali, elles restent insatisfaites. La pauvreté persistante de certaines régions, les effets de la crise économique, le chômage qui atteint la moitié des jeunes ont aggravé le désespoir d'une partie d'entre eux. Et un recruteur djihadiste offrirait 600 à 1 000 dollars par mois...

La barbarie djihadiste qui s'étend n'est que le reflet hideux de celle des grandes puissances, qui dressent les populations les unes contre les autres, manipulent les dictateurs et les milices, les arment, bombardent et continuent de régner sur les puits de pétrole.

Viviane Lafont

# Grèce : le gouvernement Tsipras cerné par les créanciers

L'affrontement entre le gouvernement grec et les institutions européennes continue. De réunions en réunions, de manœuvres diplomatiques en campagnes de presse, les représentants des puissances européennes soufflent le chaud, et surtout le froid. Ils manient le chantage, le risque de Grexit, c'est-à-dire de sortie de la Grèce de l'Union européenne, évitable disent-ils... à condition que le pays paye ses dettes. De son côté, le gouvernement grec tente de réaffirmer son programme en même temps qu'il manifeste sa volonté de continuer à négocier : il fait voter certaines de ses promesses, sans qu'on puisse savoir si elles seront appliquées.



La rencontre entre Angela Merkel et Alexis Tsipras le 23 mars aurait paraît-il renoué le dialogue. Mais les questions financières sont discutées par les techniciens envoyés par les « institutions », c'est-à-dire la Banque européenne, la Commission européenne et le FMI. Faisant semblant de prendre en compte la crise humanitaire, la Commission européenne a débloqué deux milliards d'euros

venant de fonds européens non utilisés et opportunément retrouvés. Mais, selon le président de la Commission Jean-Claude Juncker, une équipe va « aider les autorités grecques à investir cet argent dans des secteurs propices en matière de perspectives de croissance », en particulier pour remédier au chômage des jeunes. Il n'est pas question que le gouvernement grec en dispose à sa guise. Et le

reste des propositions européennes est à l'avenant.

Une fois de plus, Tsipras et son équipe ont été sommés de présenter une liste de réformes et, parmi elles, une hausse de la TVA sur l'hôtellerie, le tabac, l'alcool serait la bienvenue, selon les institutions européennes, de même qu'un recul de l'âge de la retraite, un renoncement aux retraites anticipées, ainsi que quelques privatisations. Le bruit court dans les cercles européens que ce serait presque fait. Vrai ou faux ? Les pressions et les rumeurs font partie de la mise en scène, de même que l'accusation faite à Tsipras de perdre un temps précieux.

De son côté, le 18 mars, le gouvernement grec a effectivement fait voter la loi destinée à faire face à la crise humanitaire : le rétablissement de l'électricité à ceux à qui elle a été coupée et 300 kw/h gratuits par mois en 2015, une aide au logement de 70 à 220 euros pour 30 000 familles et une aide alimentaire pour 300 000 personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté. D'autres ministères élaborent des projets de loi pour diminuer et étaler le remboursement des dettes privées ou rouvrir l'ERT, l'ancienne télévision d'État. Le gouvernement prépare aussi une loi pour rétablir les conventions collectives, revenir progressivement au salaire minimum de 750 euros, et discute de tout

cela avec les organisations syndicales et le SEV, l'équivalent du Medef. Mais la presse de gauche et d'extrême gauche rapporte que, dans de nombreuses entreprises, les patrons anticipent sur tout changement qui pourrait être favorable aux travailleurs en multipliant les attaques, en licenciant et en diminuant les salaires.

Le gouvernement Tsipras est pris à la gorge, le temps presse. Faire reculer les dirigeants européens par des négociations à répétition apparaît de plus en plus comme une gageure. Ceux-ci tiennent à affirmer que, quoi qu'il arrive, l'État grec devra payer aux banques les intérêts de sa dette. Quant à taxer les riches grecs, le ministre des Finances Varoufakis dit que ce serait difficile : les

armateurs peuvent déplacer leurs revenus à l'étranger pour échapper au fisc, tandis que l'immense richesse de l'Église, essentiellement constituée de propriétés foncières, « ne lui procure pas un revenu très élevé qui puisse être taxé ». Cela montre surtout que Tsipras n'est pas décidé à faire payer les possédants de son pays. En attendant, les capitaux s'enfuient des banques grecques sans que le gouvernement cherche à les bloquer.

Pour les travailleurs aussi, le temps presse, et encore plus. Il leur faudra se mobiliser pour imposer que les promesses de Tsipras ne restent pas des paroles en l'air et pour faire payer aux capitalistes les frais de la crise qu'ils ont provoquée.

Sylvie Maréchal

## À la Compagnie Jolie Môme : « 14/19 la Mémoire nous joue des tours »

La Compagnie Jolie Môme reprend son spectacle

Jusqu'au 6 avril, la Compagnie Jolie Môme jouera son nouveau spectacle sur la Première Guerre mondiale, qui dénonce les fauteurs de guerre et défend l'internationalisme. Les représentations auront lieu les

vendredis et samedis à 20 h 30, les dimanches et le lundi 6 avril à 16 h.

Théâtre La Belle Étoile, 14, rue Saint-Just, La Plaine-Saint-Denis (métro ligne 12, station Front-Populaire). Tarif : 12 à 18 euros selon vos moyens. Réservation conseillée au 01 49 98 39 20 ou [www.cie-joliemome.org](http://www.cie-joliemome.org)